

**ODD 8 : UN
NOUVEAU
CONTRAT SOCIAL
POUR UNE
REPRISE ET UNE
RÉSILIENCE RICHES
EN EMPLOIS**

#TIME FOR



**LE TEMPS PRESSE POUR UN
NOUVEAU CONTRAT SOCIAL**



#TIME FOR



**LE TEMPS PRESSE POUR UN
NOUVEAU CONTRAT SOCIAL**



TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	4
ODD 8 : PREUVES DES PROGRÈS RÉALISÉS	6
ACCÉLÉRATION DES ACTIVITÉS : LIENS STRATÉGIQUES AVEC L'ODD 8 DANS LE PROGRAMME 2030	20
CONSÉQUENCES DE LA CRISE – TENDANCES ACTUELLES	27
RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE GÉNÉRALE	31
DES EMPLOIS JUSTES ET RESPECTUEUX DU CLIMAT QUI S'ACCOMPAGNENT D'UNE TRANSITION JUSTE – SÉPARER CROISSANCE DU PIB ET DÉGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT	32
UNE PLUS GRANDE PROTECTION SOCIALE UNIVERSELLE	34
FAIRE RESPECTER L'ÉGALITÉ ET LUTTER CONTRE LA VULNÉRABILITÉ	35
FINANCER LA RELANCE ET LA RÉSILIENCE	37
GOUVERNANCE INCLUSIVE ET DIALOGUE SOCIAL	38
RAPPORTS NATIONAUX DES SYNDICATS SUR LES ODD 2021	39

INTRODUCTION

Le COVID-19 a entraîné un énorme vague de destruction dans le monde du travail. L'Organisation internationale du travail (OIT) estime que plus de 250 millions d'emplois ont disparu jusqu'à présent et plus de 1,6 milliard de travailleurs informels sont confrontés à des difficultés sans avoir accès à une protection sociale. L'OIT estime également que le nombre de travailleurs qui vivent dans la pauvreté extrême ou modérée a augmenté de 108 millions en 2020, mettant un terme à cinq ans de progrès continu.

Comme l'a souligné l'outil de suivi de l'ODD 8 de la CSI, le monde est entré dans la pandémie avec une « dette de durabilité ». La grave sous-performance des ODD, en particulier en ce qui concerne le monde du travail et les insuffisances endémiques préexistantes du marché du travail, a eu pour conséquence de rendre les personnes les plus vulnérables encore plus exposées à l'impact des crises : les travailleurs peu qualifiés, les travailleurs migrants, les travailleurs informels, les femmes et les jeunes, pour n'en citer que quelques-uns. Il est désormais impératif de se concentrer sur une relance centrée sur l'humain pour sortir de cette crise sans précédent qui affecte le monde du travail.

Les **objectifs de développement durable (ODD) peuvent nous aider à cet égard. Ils sont aujourd'hui plus pertinents que jamais** parce qu'ils nous donnent une vision et nous montrent la voie vers des économies résilientes et des sociétés justes. Les mesures et investissements en vue de la relance doivent être conformes aux ODD pour être durables.

L'ODD 8 est essentiel dans la gestion des conséquences économiques et sociales de la crise du COVID-19 et l'avancement du Programme 2030.¹

¹Confédération syndicale internationale, [La décennie d'action pour atteindre les ODD - réponses syndicales en matière de politiques, 2020](#)

Avec ses objectifs en matière de travail décent, de protection sociale et de croissance durable, l'ODD 8 joue un rôle fondamental dans l'appel des syndicats à créer **nouveau contrat social** en matière de :

- 1. Emplois :** des emplois respectueux du climat qui s'accompagnent d'une transition juste et séparent croissance économique et dégradation de l'environnement.
- 2. Droits :** la promesse de la déclaration du centenaire de l'OIT concernant les droits et les protections pour tous les travailleurs, indépendamment des modalités d'emploi.
- 3. Protection sociale universelle :** protection sociale pour tous, associée à la lutte pour un fonds mondial pour la protection sociale à destination des pays les plus pauvres.
- 4. Égalité :** Les progrès réalisés ont stagné et, dans certains pays, la pandémie a provoqué un recul. Les travailleurs exigent l'égalité de revenus, l'égalité des sexes et l'égalité raciale.
- 5. Inclusion :** Les travailleurs veulent un monde en paix et un modèle de développement juste, fondé sur les droits, où la réalisation des ODD est promise.

Garantir l'accès aux vaccins est un impératif moral et la première étape vers la relance économique étant donné les conséquences dévastatrices de la pandémie, particulièrement dans les pays en développement. Les syndicats

appellent à un accès universel à des tests gratuits et aux vaccins, à la suppression des obstacles à la propriété intellectuelle et à une augmentation massive de la production de vaccins, de tests et de traitements, en particulier dans les pays en développement.²

Les mesures de relance et de résilience doivent se fonder sur l'allègement de la dette et une plus grande aide publique au développement pour les pays en développement, ce qui leur permettrait de gérer la crise. Les efforts de mobilisation des ressources par le biais d'une imposition progressive au niveau national devraient s'accompagner d'un renforcement de la coopération internationale pour mettre fin à l'évasion fiscale et aux flux financiers illicites. Cela devrait aussi inclure un seuil d'imposition minimal pour toutes les sociétés, un impôt sur les milliardaires ou sur la fortune, et un impôt sur les transactions financières.

Pour être durables, les mesures de réaction à la crise doivent se fonder sur la participation des partenaires sociaux. Le dialogue social et les relations de travail contribuent à faire renaître la confiance et à élaborer des politiques équitables. Cela est vrai au sein des pays, mais aussi entre les pays. Un nouveau modèle de gouvernance mondiale est nécessaire pour corriger le déséquilibre de pouvoir actuel et la répartition inégale des richesses au niveau international. Un système multilatéral réellement inclusif où les partenaires sociaux sont impliqués et ont leur mot à dire fera la différence et tracera la voie vers la résilience mondiale.³

² Confédération syndicale internationale, [Translating commitments into action: supporting the TRIPS waiver is essential to end the COVID 19 pandemic](#), déclaration C20-L20, 2021

³ Confédération syndicale internationale, [Revendications des syndicats pour le Forum sur le financement du développement des Nations Unies, 2021](#)

ODD 8 : PREUVES DES PROGRÈS RÉALISÉS

Des politiques et des actions sont nécessaires de toute urgence pour accélérer la mise en œuvre des ODD. Il est essentiel de se concentrer sur les ODD clés au cours des neuf prochaines années. L'ODD 8 est l'un d'entre eux étant donné qu'il a un effet de levier considérable sur d'autres objectifs, de par sa nature multidimensionnelle.

L'indicateur composite de l'ODD 8 de la CSI⁴ couvre 145 pays qui représentent plus de 97 % de la population mondiale et est calculé à partir de quatre sous-domaines correspondant aux dimensions suivantes : le bien-être économique, la qualité de l'emploi, la vulnérabilité de l'emploi et les droits du travail.

Ces sous-domaines ont été choisis pour montrer l'aspect central de la dimension sociale et du travail au sein du Programme 2030. L'indicateur composite final de l'ODD 8 est la moyenne géométrique des quatre sous-domaines. Le résultat varie entre 70 et 130 et la moyenne mondiale est fixée à 100.⁵

⁴ La Confédération syndicale internationale (CSI) a mis au point une approche innovante pour évaluer les progrès relatifs à l'ODD 8 grâce aux partenariats et à l'expertise de l'ASviS (Alliance italienne pour le développement durable). Voir le chapitre « La méthodologie en quelques mots » aux pp. 27-29 de [La décennie d'action pour atteindre les ODD - réponses syndicales en matière de politiques](#).

⁵ 100 représente la moyenne mondiale, sans connotation de valeur. Cette méthode a été choisie parce qu'elle ne requiert pas de définir les objectifs quantitatifs, surtout lorsqu'ils ne sont pas explicitement inclus dans le Programme 2030. Tout le système d'évaluation tend donc à indiquer si les pays progressent ou non sur la voie vers un développement durable équilibré et inclusif fondé sur les quatre sous-domaines, ce qui permettrait de réaliser l'ODD 8 et le Programme 2030 dans son ensemble.

RÉSULTATS 2020 DE L'INDICATEUR COMPOSITE DE L'ODD 8 ET DE SES SOUS-DOMAINES⁶

	Nbr. de pays	Bien-être économique	Qualité de l'emploi	Vulnérabilité de l'emploi	Droits du travail	Indicateur composite de l'ODD 8
Régions ONU						
Asie	21	100,65	101,25	97,65	90,41	97,18
Europe	36	106,17	102,86	110,20	115,32	108,38
Amérique latine et Caraïbes	23	98,45	99,54	98,41	101,00	99,18
Afrique du Nord	6	97,42	88,74	95,56	84,41	91,26
Amérique du Nord	2	109,06	104,73	111,76	104,63	107,35
Océanie	3	106,65	103,72	107,25	107,67	106,25
Afrique subsaharienne	38	90,04	97,57	87,93	96,87	92,80
Asie occidentale	15	101,46	91,91	98,31	87,15	94,38
Groupes de revenus						
Faible	27	89,06	96,84	84,42	93,86	90,70
Intermédiaire/tranche inférieure	33	95,25	97,56	93,14	92,38	94,35
Intermédiaire/tranche supérieure	37	99,39	96,95	100,89	96,70	98,28
Élevé	47	107,25	102,90	109,15	111,48	107,39

FIGURE 1  ASVIS Alliance pour le développement durable

Si l'on examine les régions définies par l'ONU, l'Amérique du Nord et l'Europe sont les régions qui présentent le meilleur score à l'indice ODD 8 et le niveau le plus élevé dans les quatre sous-domaines. L'Afrique est le continent qui présente les scores les plus bas, mais l'Afrique subsaharienne a le score le plus bas en matière de bien-être économique et de vulnérabilité de l'emploi et l'Afrique du Nord en ce qui concerne la qualité de l'emploi et les droits du travail. Dans ce dernier domaine, les résultats de l'Asie occidentale sont eux aussi très faibles, puisqu'elle arrive à l'avant-dernier rang.

Si l'on examine les catégories de revenus, les résultats indiquent des différences énormes entre les pays à faible revenu et les pays à revenu élevé : les pays à faible revenu ont obtenu un score moyen de 90,70 alors que le score moyen des pays à revenu élevé s'élève à 107,39.

Bien que cette différence reflète un fossé nord-sud, elle ne signifie pas nécessairement que les pays les plus riches ont de bons résultats. En réalité, les pays à revenu élevé ont obtenu des résultats qui s'élèvent légèrement au-dessus de la moyenne mondiale (100). Il leur reste donc un long chemin à parcourir vers la durabilité.

L'analyse des résultats de chaque sous-domaine permet de mettre en lumière d'autres tendances.

⁶ Ces résultats ne reflètent pas encore l'impact de la crise car les données disponibles les plus récentes vont jusqu'au début de l'année 2020. Les estimations définitives des dégâts économiques et sociaux ne peuvent pas encore être réalisées. Elles seront intégrées au présent rapport dès qu'elles seront disponibles.

BIEN-ÊTRE ÉCONOMIQUE PAR CATÉGORIE DE REVENU

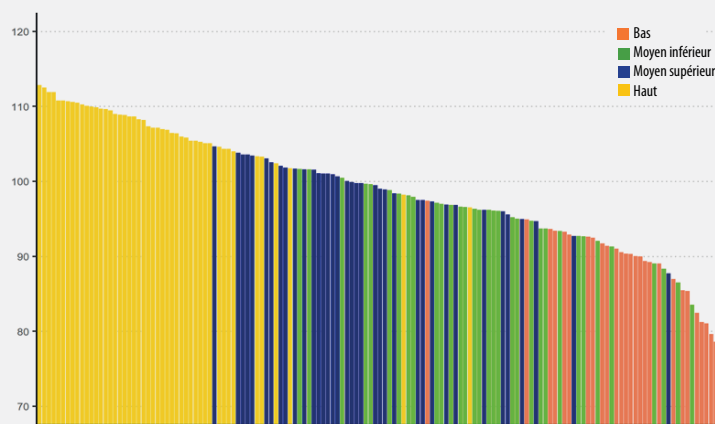


FIGURE 2  ASVIS

Le sous-domaine **bien-être économique** évalue les performances économiques des pays, mais l'inclusion d'indicateurs de pauvreté et d'inégalités dans la croissance n'est pas un objectif en soi. Il tente de mesurer la proportion économie formelle/informelle et la tendance à développer les petites entreprises, qui restent le principal moteur de développement dans le monde.

Bien que, comme escompté, les pays à revenu élevé présentent de meilleurs résultats que les pays des autres groupes de revenus, leur score s'élève toujours légèrement au-dessus de la moyenne mondiale (107,25). Cela semble être lié aux niveaux considérables de pauvreté et d'inégalités qui persistent également dans les pays riches, comme les pays à revenu élevé et les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure.

Les exemples ci-dessous semblent confirmer ces conclusions.⁷ L'Allemagne et le Mexique obtiennent respectivement le score de 109,7 et 96,8 dans le sous-domaine du bien-être économique, ce qui pourrait suggérer que les indicateurs d'inégalités contrebalancent les bons résultats en matière de croissance du produit intérieur brut (PIB) :

⁷Voir les rapports par pays des syndicats sur les ODD <https://www.ituc-csi.org/2030Agenda?lang=fr> Les défis auxquels l'Allemagne est confrontée sont directement liés au volume d'emplois informels : en 2013, 10,1 % des travailleurs étaient actifs dans le secteur informel, et la tendance à l'informalité était particulièrement élevée dans les formes d'emploi atypiques, telles que l'emploi marginal, les soins privés à domicile, le travail intérimaire, le travail dans des chaînes de sous-traitance, le détachement, travail indépendant, etc. Les travailleurs migrants sans permis de séjour ou de travail sont également très vulnérables à l'informalité.

GERMANY
A TRADE UNION FOCUS ON THE SDGs
#HLPF2021

WORKERS DEMAND A NEW SOCIAL CONTRACT FOR RECOVERY AND RESILIENCE

COVID-19: WORKERS NEED SDG-DRIVEN RESPONSES TO THE CRISIS

In response to the COVID-19 pandemic, the German government introduced measures designed to preserve jobs, compensate wage losses and provide easier access to apprenticeships and training programs. There were further measures supporting enterprises and the self-employed, improvements in remuneration and working conditions in specific sectors, an introduction of new regulations on occupational health and safety and a simplification of access to basic social security. A loan moratorium and deferral scheme was introduced for a period of three months in 2020, which trade unions consider to have been too short, calling for an extension.

Trade unions note that as a result of the crisis, there has been a re-orientation of the German federal state's budgetary policy and the European Union's fiscal policy away from the logic of austerity politics. However, in order to ensure a just economic recovery, trade unions stressed the need for a long-term public investment programme to support the social ecological transformation, a key element of which should be support for higher wage growth through a higher statutory minimum wage and measures strengthening collective bargaining.

ARE TRADE UNIONS AT THE TABLE?

In its 2017 mission of its National Sustainable Development Strategy, the German government committed to the implementation of all 17 SDGs and set out concrete measures for how to achieve them, including through the selection of indicators.

Due to the high political significance of the commitments made and a cross-policy approach, the responsibility for strategy is under the direct leadership of the Federal Chancellery, through the Committee of State Secretaries for Sustainable Development. In addition, all ministries hold primary responsibility for their contributions to the implementation of the strategy and Agenda 2030 in their respective policy fields. The Parliamentary Advisory Council for Sustainable Development and the German Council for Sustainable Development also play a key role in monitoring the implementation of the strategy, reporting within the SDG led by the Federal Ministry for the Environment, Nature Conservation and Nuclear Safety (BMU) and the Federal Ministry for Economic Cooperation and Development (GIZ).

Information on the data collected by the Federal Statistics Office to meet indicators set out by the government is freely available, and trade unions have full access to it. Trade unions are also part of a regular forum for dialogue within which the implementation of the sustainability strategy is discussed with the federal government, providing trade unions with a space to negotiate a greater focus on their priorities. Trade unions are further part of the official German delegation to the HLPF.

Nevertheless, trade unions are critical of the fact that key indicators for measuring decent work are missing among those selected by the German government. In addition, a discussion on the SDGs among social partners as part of an official tripartite dialogue is lacking, aside from a joint sustainability initiative of social partners in the chemical industry.

TRANSPARENCY
Complete access to information

CONSULTATION
Structured multi-stakeholder platforms

SOCIAL DIALOGUE
Social partners submit joint contributions to the government's SDG national plan

UNION LOGO **DCB** **SYNDICAT EUROPEAN TRADE UNION**

de@hlpf.eu • www.hlpf.eu/development-cooperation • Twitter: @HLPF_eu • Facebook: HLPF.EU • www.hlpf.eu/2021#p21

Malgré le fait que le pays soit le sixième pays le plus développé au monde selon l'indice de développement humain, l'**Allemagne** fait face à des défis dans la lutte contre la pauvreté et les inégalités. Les indicateurs de pauvreté montrent qu'en 2019, 8 % des travailleurs âgés de plus de 18 ans vivaient sous le seuil de revenu défini au niveau national, les employés à temps partiel et sous contrat à durée déterminée étant les plus vulnérables. Des progrès doivent encore être réalisés en termes d'inégalités. Les 20 % de revenus les plus bas représentaient 7,6 % du PIB en 2016, contre 24,6 % pour les 10 % de revenus les plus élevés, dont la part du PIB n'a cessé d'augmenter.

MEXICO
A TRADE UNION FOCUS ON THE SDGs
#HLPF2021

WORKERS DEMAND A NEW SOCIAL CONTRACT FOR RECOVERY AND RESILIENCE

COVID-19: WORKERS NEED SDG-DRIVEN RESPONSES TO THE CRISIS

Trade unions report that the Mexican government's response to the COVID-19 pandemic has been inadequate. The only social protection measure implemented was advancing the payment of programmes for the elderly and people with disabilities in March and June 2020 and the provision of financial support for the formal employees of people who died from COVID-19. There has been no financial support provided for women, small and medium-sized enterprises (SMEs) and loans for larger companies. Support for family microenterprises and freelance workers has come in the shape of a programme facilitating the provision of loans, however, access to this programme is only bureaucratic. The government has also introduced a 'Solidarity Market', a virtual platform for SMEs, artisans and providers of non-essential services to help potential consumers for their products and services.

Trade unions call on the Mexican government to respond to the crisis caused by the pandemic by ensuring wage protection, universal social protection and implementing moratoriums on the payment of mortgages, rents and loans.

ARE TRADE UNIONS AT THE TABLE?

Mexico's National Development Plan 2019-2024 links federal policies to the SDGs and budgetary programmes. The progress of SDG implementation can thus be evaluated through performance evaluation indicators within the national planning system. To facilitate access to the indicators set and the progress achieved under them, the government created a website with open access data. However, trade unions report that there is currently no access to up-to-date official information reflecting the situation under the pandemic.

The implementation of the SDGs is overseen by a technical committee within the Office of the Presidency of the Republic, which coordinates efforts of all 29 units of the federal government. In addition, a National Council for Agenda 2030 was created, and a working group for legislative follow-up on the SDGs formed in the Senate; over the last two years, SDG monitoring and implementation bodies have been created at state and municipal level.

The Mexican government works on all 17 SDGs, integrating them through the work of four multistakeholder committees: health, safe and free people, productive and innovative people, people committed to cities, nature and the environment, and united people working to leave no one behind.

While a consultation and monitoring mechanism exists, there is no effective participation of different actors, including trade unions. Trade unions report that there is also no genuine and structured social dialogue and that they have few opportunities to interact with government representatives outside of ad hoc presentations from the state on planned labour law reforms. Despite this, trade unions have made contributions on key SDGs and topics: gender equality, regulation of remote work, elimination of outsourcing and fair profit sharing.

Trade unions report that the budgetary allocation towards the implementation of the SDGs in Mexico is not sufficient.

TRANSPARENCY
Irregular access to limited information

CONSULTATION
Informal or ad hoc consultation

SOCIAL DIALOGUE
Social partners contribute individually to the government's SDG national plan

UNION LOGO **UNION LOGO** **UNION LOGO**

de@hlpf.eu • www.hlpf.eu/development-cooperation • Twitter: @HLPF_eu • Facebook: HLPF.EU • www.hlpf.eu/2021#p21

Le Mexique est l'une des plus grandes économies du monde en termes de PIB. Toutefois, ces richesses ne sont pas réparties équitablement puisque le pays présente l'un des niveaux d'inégalité les plus élevés au monde : en 2018, les 10 % de revenus les plus élevés représentaient 36,4 % du PIB et les 20 % les plus bas seulement 5,4 % du PIB.

Les taux de pauvreté sont tout aussi inquiétants : en 2018, 41,9 % de la population mexicaine vivaient sous le seuil de pauvreté nationale, soit une diminution de seulement 2,5 % par rapport à 2008, ce qui indique que l'éradication de l'extrême pauvreté est loin d'être atteinte. Ces éléments contrastent vivement avec le fait que le Mexique soit classé comme un pays dont l'indice de développement humain est élevé (indice de développement humain de 0,779 en 2019).

L'exemple de l'Allemagne souligne également que l'informalité est une question transversale qui concerne aussi les pays avancés si l'on pense à la croissance des formes de travail atypiques, notamment les entreprises « de plateformes ».⁸ En réalité, selon l'OIT, et ce déjà avant la pandémie, l'emploi informel représentait 60,2 % de l'emploi mondial.

La croissance économique ne peut donc pas, à elle seule, fournir aux pays des moyens suffisants pour assurer le bien-être de tous. Il est essentiel de mettre en place des politiques inclusives quant aux affaires sociales et au marché du travail et de les soutenir par des investissements adaptés⁹ pour remédier aux niveaux de pauvreté et d'inégalités, qui sont actuellement extrêmement élevés et ont été ravivés par la crise liée à la pandémie.¹⁰

La Déclaration de Porto du Conseil européen de 2021¹¹ approuve la proposition conjointe des partenaires sociaux européens relative à un ensemble alternatif d'indicateurs permettant de mesurer les progrès économiques, sociaux et environnementaux, qui viendrait compléter le PIB en tant que mesure du bien-être au service d'une croissance inclusive et durable.¹²

Il est fondamental de plaider en faveur d'une plus grande quantité et d'une meilleure qualité des données en vue de soutenir les indicateurs des ODD, ce qui permettrait d'améliorer le suivi des ODD et contribuerait en fin de compte à un renforcement de la gouvernance mondiale.

La pandémie de COVID-19 a exacerbé le besoin déjà urgent d'adapter les méthodes de collecte de données relatives au travail. Il convient de réviser le cadre statistique utilisé pour mesurer l'informalité et d'inclure une mesure réelle des inégalités, mesure qui fait actuellement défaut dans le cadre des indicateurs mondiaux du Programme 2030.

⁸ L'informalité représente un défi majeur pour le développement économique et social ainsi que pour la stabilité des finances publiques étant donné que, bien souvent, les travailleurs informels ne participent pas à l'assiette fiscale générale et n'ont pas accès aux régimes contributifs de sécurité sociale.

⁹ Confédération syndicale internationale, [Revendications des syndicats pour le Forum sur le financement du développement des Nations Unies, 2021](#)

¹⁰ Nations Unies, Conseil économique et social, [Rapports sur les objectifs de développement durable](#), rapport du Secrétaire général, 2021

¹¹ Conseil européen, [Déclaration de Porto](#), communiqué de presse, 2021

¹² Confédération européenne des syndicats [EU Social Partners on Beyond GDP, 2021](#)

QUALITÉ DE L'EMPLOI PAR CATÉGORIE DE REVENU

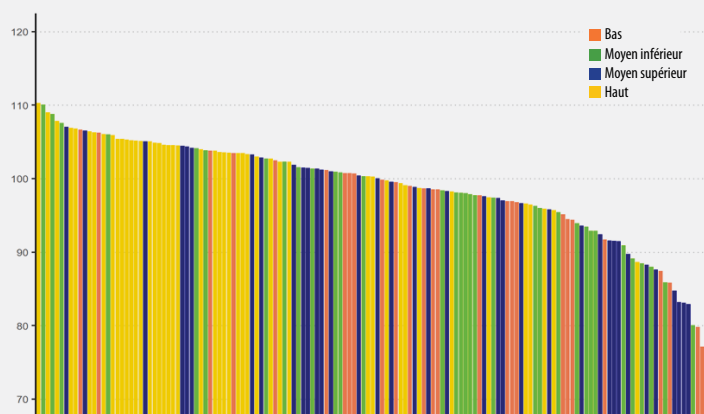


FIGURE 3  ASVIS Asien Alliance
Syndicale
Observatoire

Le sous-domaine de **la qualité de l'emploi** rend compte des résultats relatifs aux spécificités du marché du travail, à la part des revenus du travail et à la pauvreté des travailleurs. Il inclut les taux d'emploi et de chômage et les résultats en matière de productivité. Il évalue la qualité de l'emploi de plusieurs manières : les femmes participent-elles au marché du travail, les emplois proposés permettent-ils de maintenir équitablement le pouvoir d'achat des salaires, les salaires permettent-ils aux salariés de vivre hors de la pauvreté ?

Ici, la différence entre le nord et le sud est beaucoup moins marquée. La classification des pays selon le niveau de revenu et la qualité de l'emploi semble **indiquer que la corrélation entre le revenu national brut (RNB) par habitant et la qualité de l'emploi est faible.**

Les écarts entre hommes et femmes dans le taux de participation à la population active se sont légèrement réduits au cours des dernières dizaines d'années, mais en 2019 l'écart mondial était toujours estimé à 27 points de pourcentage. Chez les travailleurs salariés, les écarts salariaux entre hommes et femmes continuent à se situer autour des 20 % au niveau mondial.¹³

Les exemples ci-dessous semblent confirmer ces conclusions:¹⁴

¹³ Organisation internationale du travail, *Observatoire de l'OIT : le COVID-19 et le monde du travail – Estimations actualisées et analyses*, Cinquième édition, 2020

¹⁴ Voir les rapports par pays des syndicats sur les ODD <https://www.ituc-csi.org/2030Agenda?lang=fr>

SPAIN
A TRADE UNION FOCUS ON THE SDGs
#HLPF2021

WORKERS DEMAND A NEW SOCIAL CONTRACT FOR RECOVERY AND RESILIENCE

COVID-19: WORKERS NEED SDG-DRIVEN RESPONSES TO THE CRISIS

The Spanish government has adopted a range of policies in response to the COVID-19 pandemic. The labour measures include a new regulation on the temporary suspension of workers (Expedientes Temporales de Empleo - ITEPE), adopted to safeguard jobs and cover all affected workers; the automatic extension of existing benefits; a ban on dismissals and the interruption of temporary contracts to extend their duration; and the extension of unemployment protection coverage. Other measures include the introduction of a minimum living income (IMI); the suspension of evictions; a moratorium on rent and mortgage debt payments; temporary rent deferrals, together with aid for the payment of rent; a guaranteed supply of electricity, gas, and water for vulnerable groups; and special measures to support the self-employed and SMEs.

Trade unions are calling on the Spanish government to further support workers by increasing the minimum wage and adopting measures to reduce the differentiated impact of the pandemic and the gaps between women and men, ensuring that companies comply with the obligation to negotiate equality plans and measures, and to promote a work-life balance and more equal responsibility sharing between men and women by increasing investments in the public provision of care services and by reviewing economic, social and labour rights that increase inequality and poverty. They are also calling for better management of unemployment benefits and the minimum living income (IMI) as well as government measures to restore the balance to collective bargaining, mainly through the repeal of the Labour Reform.

ARE TRADE UNIONS AT THE TABLE?

The Spanish government has aligned its general budgetary plan with the SDGs and has stated that it aims to ensure that all of its policies contribute to the 2030 Agenda. A comprehensive approach has been taken, presenting all 17 SDGs. The implementation of the SDGs is overseen by the Ministry of Local Agenda, 2030 Agenda and the State Secretariat for the 2030 Agenda.

In 2021, the government will present ahead its 2030 Sustainable Development Strategy based on a road map to guide its progress with the Decade of Action leading up to 2030. These documents have been developed in consultation with civil society actors, including social movements and the business sector. No specific dialogue has, however, been held with the trade unions.

The trade unions feel that the transparency on the current level of SDG implementation should be improved, with the presentation of reports on the spending allocated to the SDGs in the general budget and the inclusion of indicators required to ensure adequate accountability and impact reporting.

There is no bilateral social dialogue between the government and trade unions on the implementation of the SDGs. Some sectoral discussions are, however, in place on areas related to SDGs 5, 8 and 12. Trade unions are calling for the establishment of a specific social dialogue on the implementation of the SDGs in Spain.

TRANSPARENCY
No access to information at all

CONSULTATION
Informal or ad hoc consultation

SOCIAL DIALOGUE
Social partners contribute individually to the government's SDG national plan

Logos: UGT, CCOO, USO, SINDICAT EUROPEU TRADE UNION

© 2021 ILO. All rights reserved. | www.ilo.org/development-cooperation | Twitter: @ILODCL | Facebook: @ILODCL | www.ilo.org/2021/08/2021

L'Espagne a réalisé des progrès dans la réduction à la fois des taux de chômage et de pauvreté des travailleurs. Le chômage a atteint 15,5 % en 2020, et a affecté davantage les femmes (17,4 %) que les hommes (13,9 %). Les jeunes travailleurs de moins de 25 ans ont été particulièrement touchés, avec des taux de chômage de 37,1 % chez les jeunes hommes et 39,7 % chez les jeunes femmes.

En ce qui concerne la pauvreté des travailleurs, 12,8 % des personnes qui ont un emploi étaient menacées de pauvreté en 2019 et le nombre de travailleurs en situation de pauvreté a augmenté de 16 % entre 2010 et 2019. De plus grands efforts restent aussi à faire en termes d'égalité des chances pour les femmes sur le marché du travail. Bien que les femmes soient plus nombreuses à atteindre le plus haut niveau d'éducation, leur travail est généralement plus précaire, avec des taux d'emploi à temps partiel élevés, un temps de travail réduit, une rémunération plus faible, etc. De même, l'accès des femmes aux postes de direction et de gestion reste limité.

INDONESIA
A TRADE UNION FOCUS ON THE SDGs
#HLPF2021

WORKERS DEMAND A NEW SOCIAL CONTRACT FOR RECOVERY AND RESILIENCE

COVID-19: WORKERS NEED SDG-DRIVEN RESPONSES TO THE CRISIS

In response to the COVID-19 pandemic, the Indonesian government introduced a series of stimulus packages. In total, 43,45 billion were allocated to health (health workers' protection, purchase of medical devices, repair of health facilities, and incentives for doctors), social subsidies, fiscal and tax incentives, export import simplification, support to SMEs, physical and social distancing policy, and compensation.

According to trade unions, these stimulus packages should have come earlier in time. Moreover, they have been rolled out too slowly and not adequately targeted to address the problems associated with the pandemic. Trade unions complain about government's approach, prioritising a business and economic recovery over public health. The Omnibus Law on Job Creation passed in late 2020 introduces labour market flexibility by allowing hourly pay, decreasing overtime pay, liberalising flexible work, lowering minimum wages as well as making it easier to hire and fire workers, falling short of ILO standards and failing to sustain existing workplaces or improving the quality of employment. Trade unions are seeking a judicial review of this law, arguing that its contents and the way in which it was passed contravenes the Indonesian Constitution.

ARE TRADE UNIONS AT THE TABLE?

The government of Indonesia has incorporated the SDGs into the current Long-Term Development Plan for 2019-2024 and the National Medium-Term Development Plan for 2020-2024. The SDGs are also set to be included into the upcoming Long-Term Development Plan for 2025-2045.

The Ministry of National Development Planning oversees the implementation of the SDGs, and a National SDG Coordination Team has been established to formulate a road map for implementing the SDGs over 2017-2020. The team ensures coordination at both national (between ministries/agencies and non-state actors) and vertical levels (between the national and local government levels). The Indonesian government is working on all 17 SDGs. In the 2020-2024 period, the focus is on sustainability, economic resilience and growth, narrowing the income gap, improving public services, infrastructure, and competitiveness.

While civil society is usually consulted annually on the SDG implementation process, in 2020, due to the pandemic, this only took the form of online information provision.

While trade unions are usually invited to participate in consultations, their input is scarcely taken into consideration by the government, whose action seems not to go beyond reporting into consultations records.

Trade unions are involved by the government in the implementation of the SDGs through the National SDG Coordination Team and its task force for the economy, which deals with SDGs 7, 8, 9, 10, and 17.

Trade unions report that the budgetary allocation towards the implementation of the SDGs is not sufficient. Even though the government introduced innovative financing instruments such as green bonds, the SDG financing gap remains problematic. With Indonesia's graduation to middle-income country status and the subsequent decrease in official development assistance (ODA) received, greater efforts are needed through domestic resource mobilisation to address the resulting financial gap. However, no fiscal reform has so far been undertaken to promote this through progressive taxation.

TRANSPARENCY
Complete access to information

CONSULTATION
Informal or ad hoc consultation

SOCIAL DIALOGUE
Social partners submit joint contributions to the government's SDG national plan

Logos: KASBI, SINDICAT EUROPEU TRADE UNION

© 2021 ILO. All rights reserved. | www.ilo.org/development-cooperation | Twitter: @ILODCL | Facebook: @ILODCL | www.ilo.org/2021/08/2021

Malgré un taux de chômage total relativement bas, **l'Indonésie** rencontre des défis en termes de qualité de l'emploi : en 2020, le sous-emploi s'élevait à 7,8 % et à 21,5 % pour les travailleurs entre 15 et 24 ans. En outre, les salaires ne permettent souvent pas une vie décente étant donné qu'en Indonésie, en 2018, plus de 15 millions de gens de maison étaient payés en dessous du salaire minimum.

Des progrès doivent aussi être réalisés en termes de proportion de femmes qui occupent des emplois qualifiés, proportion qui est passée de 47,59 % en 2016 à 46,31 % en 2017. De plus, l'écart salarial entre hommes et femmes reste un défi, car les travailleuses diplômées de l'enseignement supérieur gagnent nettement moins que leurs homologues masculins. Progresser vers l'égalité en Indonésie implique également d'augmenter la part du PIB représentée par les revenus du travail, qui s'est réduite de 38,6 % en 2015 à 38,1 % en 2017.

Les tendances positives observées récemment quant aux taux d'emploi mondiaux¹⁵ sont pratiquement en train de disparaître en raison de la crise, qui s'est violemment traduite par des pertes d'emplois. Les dernières estimations chiffrées de l'impact de la crise réalisées par l'OIT¹⁶ sont inquiétantes :

- Selon les estimations, pour l'ensemble de l'année dernière, 8,8 % des heures de travail totales ont été perdues, soit l'équivalent des heures travaillées en une année par 255 millions de travailleurs à plein temps. C'est approximativement quatre fois plus que le nombre d'heures perdues lors de la crise financière mondiale de 2009.
- Les femmes ont été plus touchées que les hommes par les perturbations dues à la pandémie sur le marché du travail. Au niveau mondial, les pertes d'emploi pour les femmes s'élèvent à 5 %, contre 3,9 % pour les hommes. En outre, 90 % des femmes qui ont perdu leur emploi en 2020 ont quitté le marché du travail, ce qui indique que leur vie professionnelle risque d'être perturbée pendant une longue période si des mesures appropriées ne sont pas adoptées.
- Les revenus du travail au niveau mondial ont connu un déclin de 8,3 % (avant l'introduction des mesures de soutien), ce qui équivaut à 3,7 mille milliards de dollars, soit 4,4 % du PIB mondial.

Investir dans la création d'emplois au sein des secteurs stratégiques devra être la priorité des gouvernements afin de remédier aux conséquences économiques et sociales de la crise. Les conséquences économiques et pour l'emploi de la crise du COVID-19 exercent une énorme pression à la baisse sur les salaires des travailleurs. La mise en œuvre de salaires minimums légaux – qui garantissent la dignité de tous les travailleurs et de leurs familles – sera essentielle pour rétablir la demande globale et favoriser la relance économique. Le salaire minimum devrait prendre en compte le coût de la vie, se baser sur des éléments concrets, faire régulièrement l'objet d'une révision par les partenaires sociaux lors des négociations collectives et être ajusté selon l'inflation.

¹⁵ Nations Unies, Division de statistique, *Rapports sur les objectifs de développement durable, 2019*

¹⁶ *Emploi et questions sociales dans le monde 2021*, https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_795453.pdf

VULNÉRABILITÉ DE L'EMPLOI PAR CATÉGORIE DE REVENU

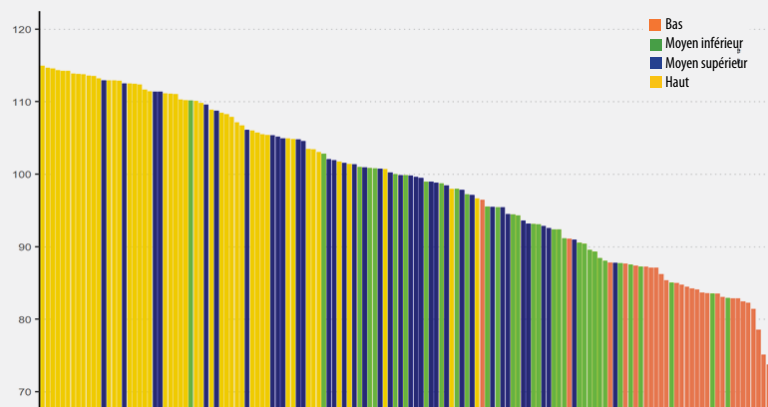


FIGURE 4  ASVS Centre Africain
de la Statistique
et de l'Économie

Le sous-domaine de la **vulnérabilité du travail** reflète l'exposition des travailleurs à des risques, à une protection insuffisante et à l'exclusion. Il inclut des indicateurs sur la santé, la sécurité et les jeunes ne travaillant pas et ne suivant ni études ni formation. Il évalue aussi la vulnérabilité des travailleurs et travailleuses à la fin de leur carrière professionnelle et examine s'ils obtiennent le droit à percevoir un revenu de retraite.

Les pays à revenu élevé présentent de meilleurs résultats en matière de vulnérabilité du travail. Il est cependant essentiel de noter qu'ils dépassent légèrement (109,15) la moyenne mondiale, alors que presque tous les pays se situent en dessous. Les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure obtiennent un score identique à la moyenne mondiale, soit 100,89.

Il est donc évident que **la vulnérabilité du travail continue à constituer un défi mondial**, ce qui signifie que les travailleurs sont vulnérables dans toutes les régions du monde.

Ce n'est pas surprenant si nous réfléchissons au fait qu'actuellement, 70 % de la population mondiale ne peut pas compter sur la sécurité d'une protection sociale complète.

L'exemple ci-dessous semble confirmer ces conclusions:¹⁷



Le **Pakistan** est un exemple de vulnérabilité du travail : seulement 9,2 % de la population totale sont couverts par au moins une prestation de protection sociale, le pays ne compte aucun régime de chômage et seulement 2 % de la population en âge d'être à la retraite perçoivent une pension. Cette situation est le résultat de niveaux de dépenses de protection sociale extrêmement faibles dans le pays, soit moins de 2 %, d'un niveau extrêmement élevé d'emplois vulnérables, soit 55,5 % en 2019, et d'un taux de sous-emploi de 5,2 %.

63 % de la population pakistanaise est âgée de moins de 30 ans et souffre d'une grande vulnérabilité. En 2020, 31,2 % des jeunes ne travaillent pas et ne suivent ni études ni formation. Cela concerne principalement les femmes, pour lesquelles ce pourcentage s'élève à 56,2 %, contre 8 % pour les jeunes hommes pakistanais. Cette inégalité s'est aggravée et perpétue les inégalités entre hommes et femmes sur le marché du travail et dans la société dans son ensemble.

C'est également la raison pour laquelle la crise a eu un impact aussi considérable dans les pays qui ne comptent pas de systèmes de protection sociale adaptés.¹⁸ La protection sociale, qui est l'un des piliers du programme sur le travail décent, est essentielle à la relance et à la création de sociétés résilientes. Il est temps que les gouvernements soutiennent la mise en place de systèmes et socles de protection sociale universelle.

En 2019, plus d'un jeune sur cinq dans le monde ne travaille pas et ne suit ni études ni formation. Cette proportion est restée pratiquement identique depuis 2005. Étant donné que les jeunes femmes sont déjà deux fois plus susceptibles que les jeunes hommes de ne pas travailler et de ne pas suivre d'études ou de formation et que les femmes ont été poussées de manière disproportionnée à l'inactivité pendant la pandémie, la crise du COVID-19 risque d'aggraver cet écart chez les jeunes.¹⁹

¹⁷ Voir les rapports par pays des syndicats sur les ODD <https://www.ilo-csi.org/2030Agenda?lang=fr>

¹⁸ Voir les exemples des études de cas en Colombie et au Chili dans *Les Objectifs de développement durable pour la relance et la résilience - Études de cas : Argentine, Chili et Colombie, 2021*, pp. 17 à 25, et en Zambie dans *Les Objectifs de développement durable pour la relance et la résilience - Études de cas : Ghana, Nigéria et Zambie, 2021*, p. 18

¹⁹ Nations Unies, Conseil économique et social, *Rapports sur les objectifs de développement durable, rapport du Secrétaire général, 2021*

La situation est également difficile en termes de santé et sécurité au travail (SST). Chaque année, 2,78 millions de personnes meurent de maladies et blessures dues au travail, et ce même avant la pandémie. La pandémie a aggravé la situation, à présent plus sombre que jamais.

Renverser cette tendance demande un engagement important de la part des gouvernements et des employeurs dans la promotion de conditions de travail décentes, en ce compris des mesures efficaces en matière de santé et sécurité au travail pour tous les travailleurs, réalisant ainsi la promesse de [la Déclaration du centenaire de l'OIT](#).

WORKERS DEMAND A NEW SOCIAL CONTRACT FOR RECOVERY AND RESILIENCE

ARGENTINA
A TRADE UNION FOCUS ON THE SDGs
#HLPF2021

COVID-19: WORKERS NEED SDG-DRIVEN RESPONSES TO THE CRISIS

The government of Argentina responded to the challenges of the COVID-19 pandemic with policies to prevent the growth of poverty, loss of jobs and the closure of SMEs. A fiscal package of 1.5 billion US dollars (equivalent to 3 per cent the country's GDP) was introduced, and all negotiation channels with social partners were opened to ensure that the social and labour needs resulting from the crisis were met.

Argentina was one of the few countries which recognized COVID-19 as an occupational disease and took measures to address it as such: supporting companies and SMEs in maintaining employment by providing a minimum living wage for each employee by the state and banning dismissal and suspensions from work without just cause or due to the lack of or reduction in work volume or force majeure. Furthermore, the government introduced social measures such as the emergency family income: an occupational monetary benefit for all residents between 18-65 who are unemployed, who work in the informal economy, or who are freelance or domestic workers. Measures designed to minimize the cost of living were also adopted, notably the fixing of maximum prices for a set of essential goods, such as food, medicines and personal hygiene products, which was in place for eight months from March 2020.

ARE TRADE UNIONS AT THE TABLE?

In November 2020, the government adopted the UN Strategic Development Cooperation Framework with Argentina for 2021-2025 (MECNUD), which recognizes the importance of the SDGs for public policy and their close relationship with the country's human rights priorities. The MECNUD outlines four dimensions for action: economic, social, environmental and governance. These dimensions are intersected by six thematic priorities: the human rights approach, the gender approach, having no one behind, quality, environmental sustainability and the impact of COVID-19. In November 2020, Argentina reported picking up over 300 indicators and the achievement of 80 targets, with clear links to governmental objectives and the national budget.

The National Council for the Coordination of Social Policy (CNCP) oversees the monitoring and follow-up on Agenda 2030. The CNCP is in charge of adapting the SDG implementation process to the national level and technically accompanying the provincial and municipal governments that express their interest in participating in it. It further develops actions with trade unions and with civil society.

The MECNUD takes a participatory approach based on a dialogue with trade unions, civil society, the private sector, and other strategic actors. The government has consulted trade unions on several dimensions of the national SDG plan, notably the programme against hunger, the 2020 WFP, and preparations and response to COVID-19. Furthermore, the government has created the Economic and Social Council, a multi-stakeholder dialogue platform, with a strong participation from trade unions, for the elaboration of National Development Programmes. While they welcome the greater transparency than under previous governments, trade unions call for better reporting mechanisms on the implementation of the SDGs in the provinces and for the construction of a centralized repository gathering relevant information of this kind.

TRANSPARENCY
Regular access to limited information

CONSULTATION
Informal or ad hoc consultation

SOCIAL DIALOGUE
Social partners submit joint contributions to the government's SDG national plan

Logos: UNCTAD, ILO, CTA, CTA, CTA, CTA

L'Argentine est certainement un exemple prometteur à cet égard. Le gouvernement argentin a reconnu le COVID-19 comme maladie professionnelle et des mesures ont été prises pour la gérer comme telle : soutien aux entreprises et aux PME pour maintenir l'emploi en assurant un salaire minimum décent émanant de l'État pour chaque employé et en interdisant les licenciements et les suspensions de travail sans motif valable ou en raison de l'absence ou de la réduction du volume de travail ou d'un cas de force majeure.

Malheureusement, assurer un suivi pour garantir que les environnements de travail sont des « environnements sûrs et sécurisés pour tous les travailleurs » est extrêmement difficile, car les données officielles ne sont disponibles que pour 83 pays. Cette situation est particulièrement problématique, car la Déclaration du centenaire a reconnu la santé et la sécurité au travail comme l'un des éléments fondamentaux du travail décent et a ainsi ouvert la voie pour que cet élément soit reconnu officiellement dans le cadre des droits fondamentaux de l'OIT.

Le manque de données (très lié à l'informalité) entrave la gouvernance mondiale et le combler constitue un défi supplémentaire.

DROITS DU TRAVAIL PAR CATÉGORIE DE REVENU

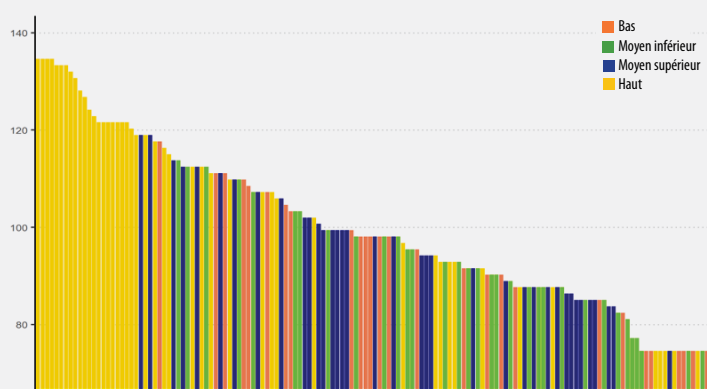


FIGURE 5  ASVIS Forum Afrique
Association
Syndicale
Internationale

Le sous-domaine des **droits du travail** reflète les violations des droits fondamentaux au travail, telles que rapportées par l'indice CSI des droits dans le monde.

L'histogramme ci-dessus reflète les conclusions de l'indice CSI des droits dans le monde.²⁰ Il indique des résultats très semblables pour les trois premiers groupes de revenus (pays à faible revenu, à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et de la tranche supérieure), résultats qui se situent tous en deçà de la moyenne mondiale. Seuls les pays à revenu élevé présentent un score plus élevé (111,48).

Dans le même temps, nous observons également un degré significatif de variabilité dans les groupes de pays à faible revenu et à revenu élevé (les différents résultats en matière de droits du travail au sein des groupes de revenus constituent la principale source de variabilité). Cela signifie que les bonnes performances économiques des pays (à revenu élevé) ne les placent pas forcément en bonne position pour réaliser pleinement l'ODD 8.

Le respect des droits des travailleurs n'est donc pas nécessairement lié aux bonnes performances économiques du pays.

²⁰ Confédération syndicale internationale, [L'indice CSI des droits dans le monde, 2020](#)

Cette conclusion se confirme lorsque nous observons les conséquences de la pandémie. La crise économique s'est accompagnée de restrictions des libertés et de violations des droits du travail à l'échelle internationale. L'augmentation du nombre de violations des droits des travailleurs et des syndicats à travers le monde est due aux mesures gouvernementales adoptées dans de nombreux pays.²¹ Ces violations concernent en particulier les normes internationales du travail, au non-respect des réglementations du travail relatives aux licenciements, aux temps de travail et au paiement des salaires, et des réglementations en matière de santé et de sécurité au travail.²²

Garantir le respect des droits à la liberté d'association et aux négociations collectives et soutenir le dialogue social doivent devenir des priorités essentielles pour les gouvernements. Les pays où les institutions démocratiques, les droits aux négociations collectives et au dialogue social sont bien ancrés sont ceux qui supportent le mieux la crise et connaissent une relance plus rapide.²³ Selon l'OIT,²⁴ les résultats obtenus par le dialogue social concernent le soutien aux entreprises, à l'emploi et aux revenus et apportent une protection aux travailleurs sur leur lieu de travail.

Le dialogue social est donc un outil efficace pour mettre en place des réformes socioéconomiques qui garantissent les régimes de propriété et assurent des niveaux élevés de transparence et de responsabilité. Le lien entre l'ODD 8 et l'ODD 16 est ici évident : les droits, les libertés fondamentales et le dialogue social, d'une part, et des

institutions efficaces et responsables, d'autre part, sont étroitement liés.

L'objectif 7 de l'ODD 8 relatif à l'élimination du travail des enfants est plus pertinent que jamais. Comme mentionné dans le rapport d'étape du Secrétaire général de l'ONU, « deux étudiants sur trois dans le monde sont toujours affectés par la fermeture partielle ou totale de leur école. Les enfants les plus vulnérables et ceux qui n'ont pas accès à l'enseignement à distance courent un risque accru de ne jamais retourner à l'école, voire d'être contraints au mariage ou au travail des enfants ».²⁵



Les 14 gouvernements qui n'ont pas encore ratifié la Convention n°138 de l'OIT sur l'âge minimum devraient le faire cette année, et tous les gouvernements devraient prendre la résolution de ne pas laisser le monde revenir au système d'exploitation du XIXe siècle. Un nouveau contrat social offrira l'espoir et la possibilité de réaliser l'objectif visé par l'Année internationale de l'élimination du travail des enfants des Nations Unies.
Sharan Burrow, Secrétaire générale de la CSI.

²¹ Organisation internationale du travail, ACTRAV, [Le dialogue social demeure essentiel pour bâtir une reprise économique durable après le COVID-19, 2021](#)

²² Confédération syndicale internationale, [COVID-19 : 98 % des travailleurs dans le monde ne reçoivent pas le soutien essentiel dont ils ont besoin, 2021](#)

²³ The Guardian, [Social Dialogue vital to post-COVID-19 recovery, 2021](#)

²⁴ Organisation internationale du travail, [COVID-19 et dialogue social](#)

²⁵ Nations Unies, Conseil économique et social, [Rapports sur les objectifs de développement durable, rapport du Secrétaire général, 2021](#)

En ce qui concerne le suivi de cet objectif important, le manque de données est saisissant, particulièrement si l'on considère les données des pays développés :

Proportion et nombre d'enfants de 5 à 17 ans qui travaillent	Nombre total de pays	Nombre de pays où les données sont manquantes
Pays à faible revenu	34	6
Pays à revenu intermédiaire/tranche inférieure	47	8
Pays à revenu intermédiaire/tranche supérieure	56	21
Pays à revenu élevé	80	72



ACCÉLÉRATION DES ACTIVITÉS : LIENS STRATÉGIQUES AVEC L'ODD 8 DANS LE PROGRAMME 2030

Les estimations de l'indicateur composite de l'ODD 8 donnent l'opportunité d'aborder les interactions entre les dimensions relatives à l'économie et au travail décent du Programme 2030 et d'autres indicateurs utilisés comme variables pour les domaines relatifs au développement durable.

Dans ce chapitre, les interactions sont estimées à l'aide d'un modèle de régression linéaire qui met l'indicateur de l'ODD 8 en relation avec d'autres variables :

- Ratio de la population pauvre (variable de l'ODD 1).
- Prévalence de la sous-alimentation (ODD 2).
- Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (ODD 3).
- Taux d'inscription dans l'enseignement secondaire (ODD 4).
- Proportion de femmes occupant des postes de direction (ODD 5).
- Part des énergies renouvelables dans la consommation finale totale d'énergie (ODD 7).
- Valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, en proportion du produit intérieur brut (ODD 9).
- Inégalités de revenus (ODD 10).
- Taux de mortalité due aux accidents de la route pour 100 000 personnes (ODD 11).
- Consommation de matériaux par habitant (ODD 12).
- Consommation de CO2 par habitant (ODD 13).
- Dialogue social (ODD 16).

Les interconnexions entre l'ODD 8 et l'ODD 16 ne se calculent pas selon un modèle statistique. Le manque généralisé de données relatives à tous les indicateurs de l'ODD 16 empêche cette approche. En outre, et plus important encore, il n'existe aucun indicateur, parmi les indicateurs officiels du Programme 2030, qui fait référence à l'existence et à la mise en œuvre pratique du dialogue social (le dialogue entre les organisations de travailleurs et d'employeurs et les gouvernements). Il s'agit d'une véritable lacune, car lorsque le dialogue social est réellement mis en œuvre, il contribue au développement d'institutions efficaces, responsables et transparentes, ce qui constitue l'un des objectifs clés de

l'ODD 16. Il est essentiel pour les syndicats que ce lien soit souligné et valorisé. C'est pourquoi il a été inclus dans le tableau ci-dessous sur la base d'une analyse qualitative de la pratique.

L'analyse de cette corrélation peut être utilisée pour identifier la direction que prennent les liens entre les différents ODD. Certains liens permettent un renforcement mutuel lorsque des améliorations relatives à l'ODD 8 entraînent des performances plus élevées chez d'autres indicateurs, et des éléments indiquent qu'il existe des compromis quand les bonnes performances de l'ODD 8 sont corrélées à une détérioration d'un autre indicateur (voir figure 6).

LIENS ENTRE L'ODD 8 ET LES AUTRES ODD


	1 NO POVERTY	2 ZERO HUNGER	3 GOOD HEALTH AND WELL-BEING	4 QUALITY EDUCATION	5 GENDER EQUALITY	7 AFFORDABLE AND CLEAN ENERGY	9 INDUSTRY, INNOVATION AND INFRASTRUCTURE	10 REDUCED INEQUALITIES	11 SUSTAINABLE CITIES AND COMMUNITIES	12 RESPONSIBLE CONSUMPTION AND PRODUCTION	13 CLIMATE ACTION	16 PEACE, JUSTICE AND STRONG INSTITUTIONS
INDICATEUR	Ratio de la population pauvre disposant de moins de 1,90 \$ par jour	Prévalence de la sous-alimentation en % de la pop	Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans	Taux de scolarisation en école secondaire	Proportion de femmes occupant des postes de direction (en %)	Part des énergies renouvelables dans la consommation finale totale d'énergie (en %)	Valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, en proportion du PIB	Ratio interquintile de revenu S80/S20	Taux de mortalité due aux accidents de la route pour 100 000 personnes	Consommation intérieure de matériaux par habitant (en tonnes)	Émissions de CO2 par habitant	Dialogue social
 RENFORCEMENT	↑↑↑	↑↑	↑↑	↑	↑		↑↑	↑	↑↑	↑		↑↑
COMPROMIS						↓					↓↓	

FIGURE 6  ASVS Asociación Nacional de Sindicatos

L'ampleur des liens varie selon les indicateurs. Le nombre de flèches sert à estimer la courbe de régression linéaire (transformation log-log). Trois flèches [$> 10\%$]; deux flèches [$10\text{-}5\%$]; une flèche [$5\text{-}0\%$].

Les bonnes performances de l'ODD 8 sont corrélées à un taux de pauvreté faible, à un taux de mortalité faible des enfants de moins de 5 ans, à des pourcentages faibles de sous-alimentation de la population, à un taux de scolarisation dans l'enseignement secondaire plus élevé, à une proportion plus élevée de femmes occupant des postes de direction, à un taux de mortalité due aux accidents de la route plus faible, à une

consommation intérieure plus faible et à des degrés plus importants de dialogue social.

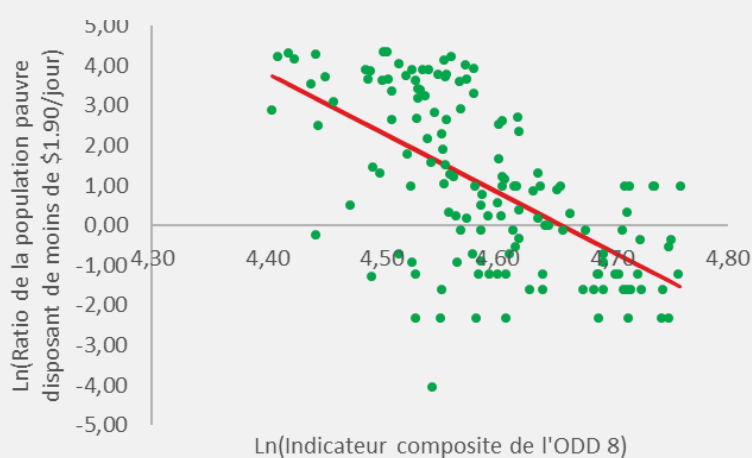
Réaliser un objectif (l'ODD 8) semble ainsi renforcer la capacité des pays à réaliser les autres objectifs décrits ci-dessus.

Parmi ces interconnexions, celle entre l'ODD 8 et l'ODD 1 est la plus forte.

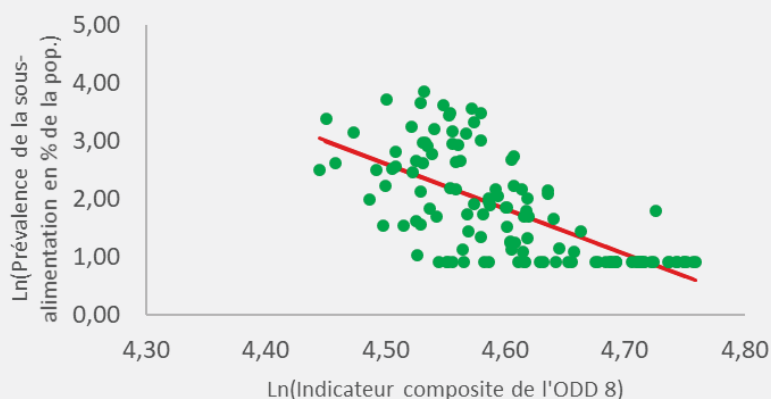
Se mettre sur la voie de l'éradication de la pauvreté et de la faim et de la transition vers des économies inclusives et durables :

Liens entre l'odd 8 et les odd 1 et 2

L'ODD 8 est positivement corrélé à des taux de pauvreté faibles (ODD 1 - éradiquer la pauvreté) et à une faible prévalence de la sous-alimentation (ODD 2 - éradiquer la faim).



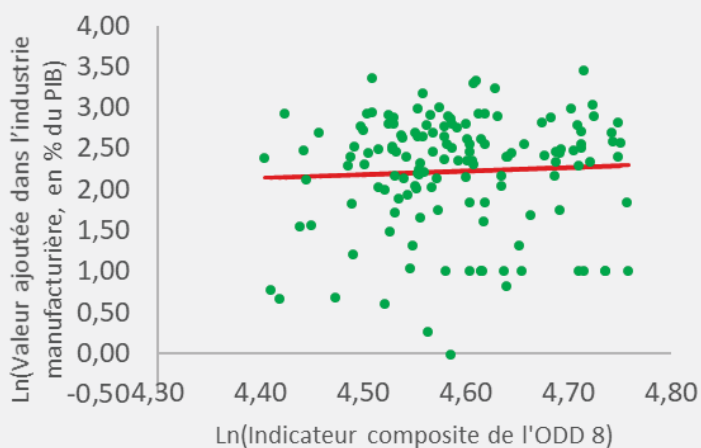
La dimension sociale de l'ODD 8 (en particulier les taux d'emploi, les salaires et la protection sociale) est essentielle dans la lutte contre la pauvreté et la faim.



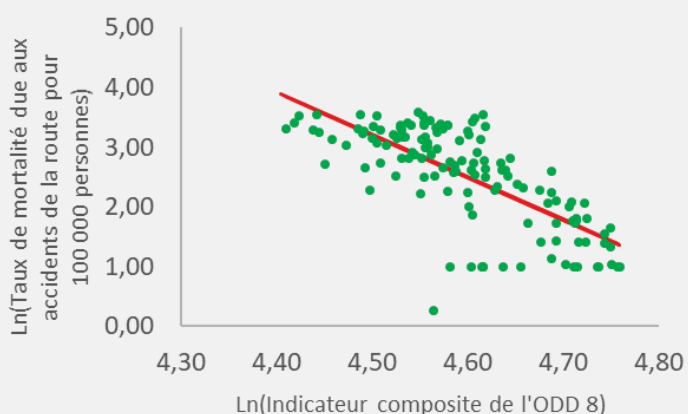
Le salaire minimum vital pourrait fixer un seuil qui limiterait efficacement la pauvreté de revenu. De même, étendre les systèmes et socles de protection sociale permettra d'accroître la résilience et de stabiliser la situation au plan économique et social en vue de favoriser une plus forte relance.

Liens entre l'odd 8, les odd 9, 11, 12 et les odd 7 et 13

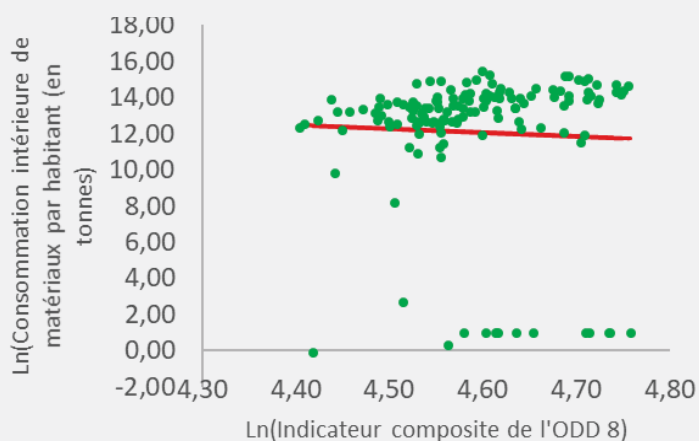
L'ODD 8 est positivement corrélé à une valeur ajoutée élevée dans l'industrie manufacturière (ODD 9 - Infrastructures résilientes), un taux de mortalité due aux accidents de la route plus faible (ODD 11 - villes durables) et une consommation intérieure de matériaux plus faible (ODD 12 - consommation et production durables).



Réaliser des progrès relatifs à l'ODD 8 entraîne des degrés plus élevés de productivité (valeur ajoutée élevée dans l'industrie manufacturière).

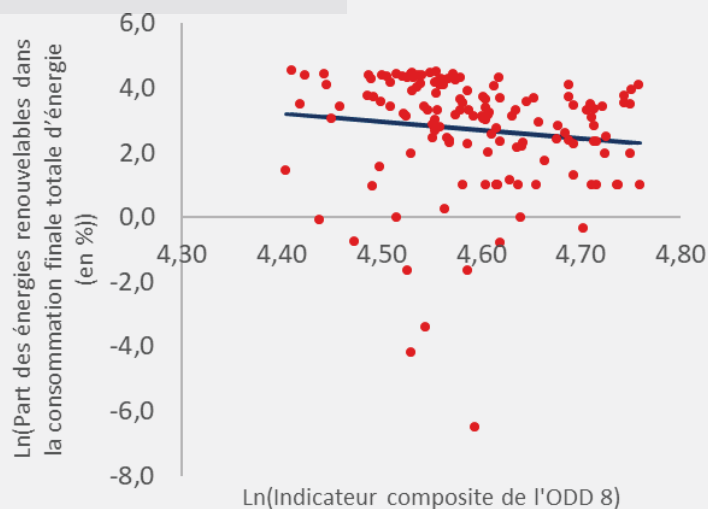


Les améliorations relatives à l'ODD 8 favorisent aussi des contextes urbains plus inclusifs puisque les conditions économiques et sociales des familles s'améliorent et se répercutent sur le bien-être des villes. Dans le cas précis de l'indicateur, cela peut se traduire par des villes qui ont un plus grand équilibre dans la gestion des services, par exemple dans les transports publics et dans des contextes où la qualité du travail s'accompagne d'une part accrue de capital social.

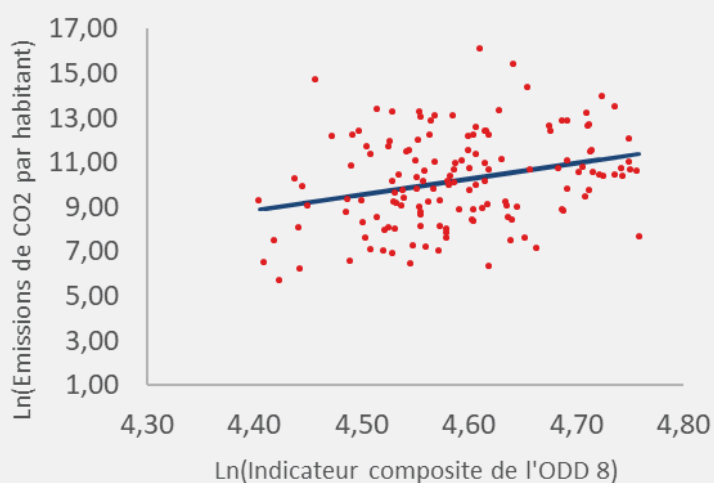


Il sera vital, pour atteindre la résilience, de restructurer les économies nationales et les systèmes de production/consommation. Les données indiquent qu'il existe une corrélation positive entre l'ODD 8 et une faible consommation de matériaux par habitant. Il s'agit là d'une tendance positive qui devra être renforcée et soutenue par des politiques industrielles durables.

L'ODD 8 atteint un compromis avec l'ODD 7 (énergie durable) et l'ODD 13 (changement climatique).



Cela implique la décarbonisation de l'énergie et des transformations industrielles pour aboutir à des émissions de CO2 nulles. Des politiques proactives sont nécessaires pour mettre en œuvre une transition juste vers des économies durables où les travailleurs et travailleuses et leurs communautés ne sont pas laissés pour compte.

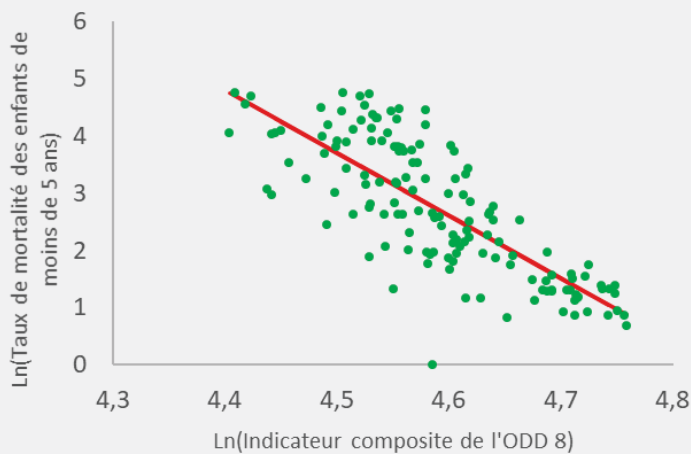


L'ODD 8 en tant que tel comprend un objectif sur la dissociation de la croissance du PIB et de la dégradation de l'environnement. Des compromis s'imposent donc entre la croissance économique, qui est aujourd'hui principalement basée sur le carbone, et la dimension environnementale de l'ODD 8 et d'autres objectifs du Programme 2030.

Promouvoir des sociétés plus pacifiques, égalitaires et inclusives :

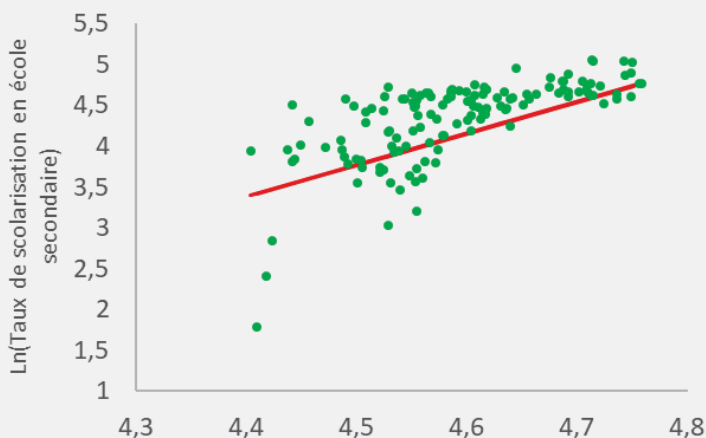
Liens entre l'ODD 8 et les ODD 3, 4, 5, 10, 16

L'ODD 8 est positivement corrélé à un taux de mortalité faible des enfants de moins de 5 ans (ODD 3 - santé), un taux de scolarisation plus élevé (ODD 4 - éducation), un plus grand nombre de femmes occupant des postes de direction (ODD 5 - égalité de sexes), des inégalités moindres (ODD 10) et un dialogue social accru avec les institutions (ODD 16 - sociétés pacifiques et inclusives).

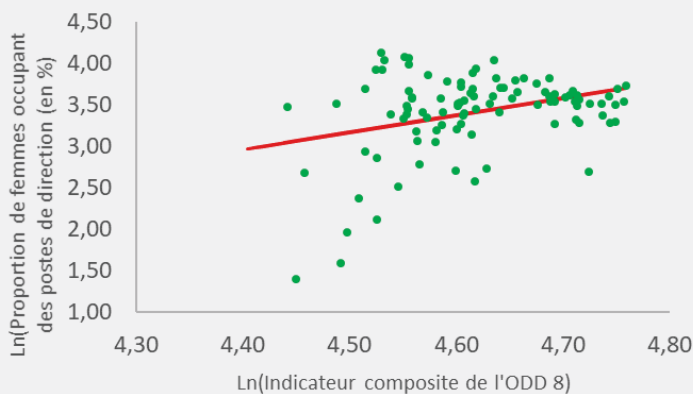


La dimension sociale de l'ODD 8 indique la voie à suivre pour construire des sociétés résilientes où la santé et l'éducation constituent des piliers fondamentaux du progrès, tout comme l'égalité des sexes et les politiques de redistribution.

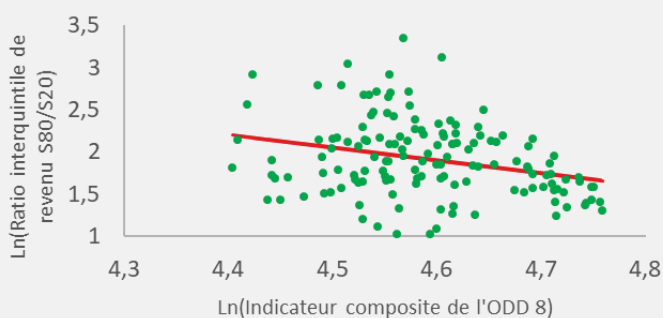
L'accès universel aux services de base par le biais de l'application de socles de protection sociale est une manière de garantir l'accès à la santé.



Investir dans l'éducation, la formation professionnelle et la formation tout au long de la vie est aussi essentiel à l'intégration des jeunes sur le marché du travail.



La promotion de l'égalité salariale à travail de valeur égale, en ce compris des marchés du travail actifs qui favorisent l'accès des femmes à des postes à rémunération élevée, reste une condition préalable clé à l'égalité des sexes.



Le salaire minimum aide non seulement à protéger les travailleurs d'une rémunération injustement faible, mais contribue aussi à réduire les inégalités.²⁶



Enfin, la pratique nous montre²⁷ qu'une participation et des interactions significatives entre les partenaires sociaux et les institutions (le dialogue social) entraînent des procédures de prise de décision inclusives et transparentes qui contribuent à la responsabilisation et à la bonne gouvernance. De plus, le dialogue social, en tant que procédure collective de résolution de problèmes, crée des politiques nées du consensus et du travail des acteurs impliqués. Cela contribue ainsi à favoriser la mise en œuvre des politiques dans des domaines socio-économiques clés.²⁸

²⁶ Organisation internationale du travail, [Rapport mondial sur les salaires 2020-21 – Salaires et salaire minimum au temps du COVID-19, Résumé analytique, 2021](#)

²⁷ Confédération syndicale internationale, [Le dialogue social en tant que moteur et instrument de gouvernance pour le développement durable, 2017](#) et [The Global Deal, Social Dialogue in the 2030 Agenda, 2020](#)

²⁸ Organisation internationale du travail, [La contribution du dialogue social au Programme 2030 - Promouvoir une transition juste vers des économies et des sociétés durables pour tous, 2019](#) et [La contribution du dialogue social au Programme 2030 : La formalisation de l'économie informelle, 2019](#)

CONSÉQUENCES DE LA CRISE – TENDANCES ACTUELLES

Si nous examinons l'impact de la crise, nous pouvons souligner des tendances majeures liées à l'ODD 8.²⁹

Des relances divergentes

La réaction à la pandémie et les mesures prises pour répondre aux besoins de la population ont été très différentes. Les pays à revenu élevé ont procédé à de fortes dépenses pour y réagir. L'OIT a estimé « l'écart de relance » entre les mesures de relance dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et les pays à revenu élevé à environ 982 milliards de dollars.³⁰ Comme indiqué dans les perspectives de l'économie mondiale de 2021 de l'ONU,³¹ « les dépenses de relance par habitant atteignent en moyenne près de 10 000 dollars dans les pays développés, mais se chiffrent à moins de 20 dollars dans les pays les moins avancés (PMA). Cela signifie que, pour chaque dollar supplémentaire par habitant que les PMA sont parvenus à consacrer à la relance, les pays développés ont dépensé près de 580 dollars ». **En conséquence, la relance économique se produit plus rapidement dans les pays avancés que les autres.**

²⁹ Organisation internationale du travail, Observatoire de l'OIT : le COVID-19 et le monde du travail – Estimations actualisées et analyses, Septième édition, 2020

³⁰ Banque mondiale/Fonds monétaire international, Comité du développement, Déclaration de Guy Ryder, Directeur général de l'OIT lors de la 102e réunion du Comité du développement, 2020

³¹ Situation et perspectives de l'économie mondiale 2021 https://www.un.org/development/desa/dpad/wp-content/uploads/sites/45/WESP_2021_Executive-Summary_E.pdf, p. IX.

Selon les estimations du FMI, les marchés émergents et les économies en développement seraient ceux qui connaîtraient la relance la plus forte en 2021-2022.³² Cependant, la « reprise prévue succède à une contraction majeure qui a eu des conséquences particulièrement néfastes sur l'emploi et les revenus de certains groupes » et **l'égalité de revenus devrait s'accroître considérablement en raison de la pandémie.**³³ Selon les estimations, en 2020, près de 95 millions de personnes supplémentaires seraient passées en dessous du seuil de pauvreté par rapport aux prévisions d'avant la pandémie, **ce qui vient inverser la tendance de réduction de la pauvreté mondiale en cours depuis un long moment.**

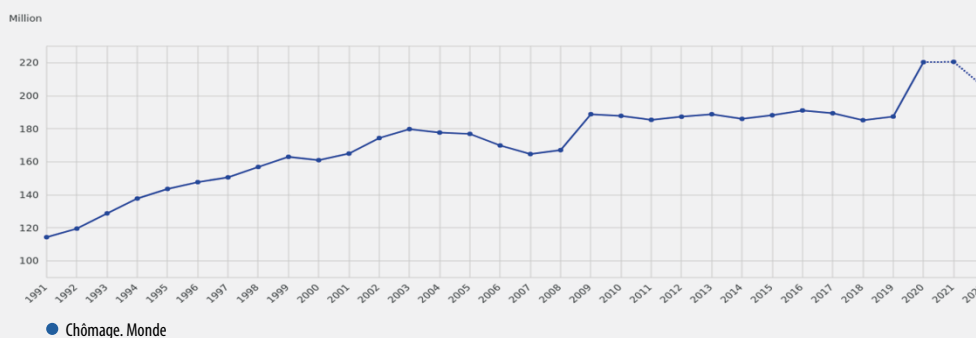


« **Les économies émergentes et les pays en développement à faible revenu devraient subir des pertes plus importantes à moyen terme** » et les différences persistantes entre les pays continueront à perdurer en l'absence d'une forte coopération internationale visant à sortir de la pandémie dans toutes les régions du monde et à garantir l'espace politique et fiscal nécessaire pour mettre en place la relance et la résilience.³⁴

Un paysage de l'emploi affaibli

Selon « Emploi et questions sociales dans le monde 2021 » de l'OIT:³⁵

- Selon les estimations, pour l'ensemble de l'année dernière (par rapport au quatrième trimestre de 2019), 8,8 % des heures de travail totales dans le monde ont été perdues, soit l'équivalent des heures travaillées en une année par 255 millions de travailleurs à plein temps.



L'ensemble de données comprend des données réelles et imputées pour la période 1991-2019, ainsi que des projections pour la période 2020-21. Les estimations peuvent différer des sources nationales officielles. Source : Organisation internationale du travail, estimations modélisées de l'OIT (ilo.org/wesodata)

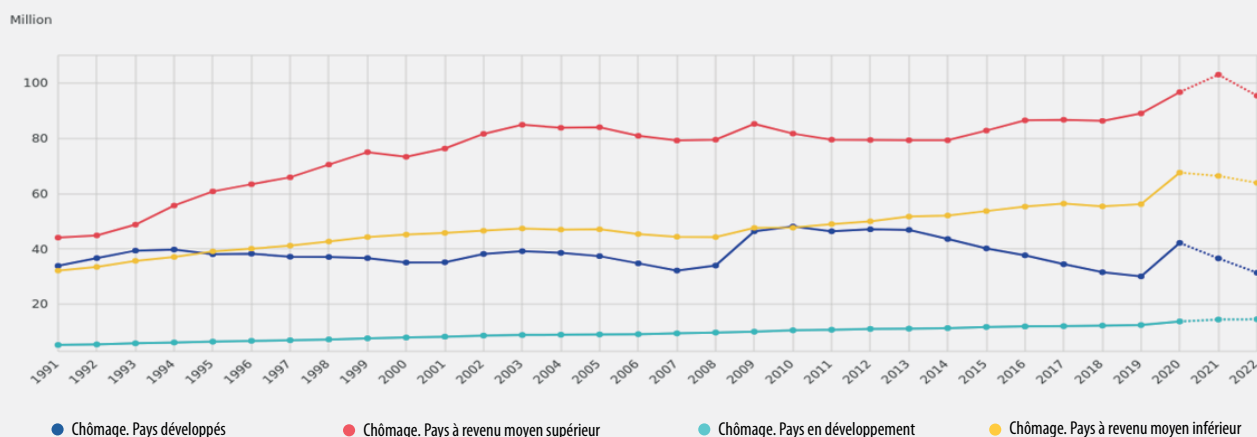
³² Les pays d'Amérique latine et des Caraïbes et d'Asie du Sud ont connu les plus fortes baisses. En comparaison, les économies d'Asie de l'Est s'en sortent mieux que les autres régions en développement, avec un PIB qui a augmenté de 1 % en 2020. Tirés par la rapide - et solide - relance de la Chine, les économies d'Asie de l'Est devraient connaître une croissance de 6,4 % en 2021. Voir Situation et perspectives de l'économie mondiale 2021 https://www.un.org/development/desa/dpad/wp-content/uploads/sites/45/WESP_2021_Executive-Summary_E.pdf

³³ Perspectives de l'économie mondiale du FMI pour 2021, avril <https://www.imf.org/en/Publications/WEO/Issues/2021/03/23/world-economic-outlook-april-2021>

³⁴ Idem.

³⁵ Emploi et questions sociales dans le monde 2021, https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_795453.pdf

- Selon les estimations, par rapport à 2019, 108 millions de travailleurs supplémentaires sont désormais extrêmement ou modérément pauvres, ce qui signifie qu'eux et leurs familles doivent vivre avec moins de 3,20 dollars par jour en parité de pouvoir d'achat. Ce sont cinq années de progrès vers l'éradication de la pauvreté des travailleurs qui ont été effacées ; les taux de pauvreté des travailleurs sont à présent revenus à ceux de 2015.
- L'impact s'est encore fait sentir plus fortement pour les femmes, les jeunes, les travailleurs migrants et les groupes vulnérables comme les travailleurs informels. Pour les femmes, cela est dû à leur présence dans les secteurs particulièrement touchés (comme les services, l'industrie manufacturière et les soins de santé) et dans l'économie informelle. Un problème transversal qui touche les femmes dans tous les pays est que la charge de la garde des enfants leur incombe de manière disproportionnée, ce qui entraîne une augmentation du temps de travail non rémunéré. En outre, les femmes occupent souvent des emplois essentiels, et elles courent donc des risques sanitaires élevés et ont des conditions de travail difficiles. Ces reculs de l'égalité des sexes sont particulièrement problématiques dans les régions où les inégalités entre hommes et femmes étaient déjà importantes avant la crise.
- À l'échelle mondiale, la relance devrait entraîner la création nette de 100 millions d'emplois en 2021 et de 80 millions d'emplois supplémentaires en 2022. Selon les prévisions pour 2021 cependant, l'emploi devrait être en deçà de son niveau d'avant la crise.
- En 2022, le chômage devrait être élevé dans tous les pays, quelle que soit leur catégorie de revenu, mais devrait toucher davantage les pays à revenu intermédiaire. La relance devrait en effet être relativement plus rapide dans les pays à revenu élevé. Dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, l'accès plus restreint aux vaccins et les contraintes plus importantes en matière de dépenses budgétaires freineront la reprise de l'emploi.



L'ensemble de données comprend des données réelles et imputées pour la période 1991-2019, ainsi que des projections pour la période 2020-21. Les estimations peuvent différer des sources nationales officielles.
 Source : Organisation internationale du travail, estimations modélisées de l'OIT (ilo.org/wesodata)

Les préoccupations croissantes concernant les déficits budgétaires et la viabilité de la dette sont susceptibles de pousser les gouvernements à l'austérité, en procédant à des coupes dévastatrices dans les dépenses budgétaires pour réduire le déficit et la dette et en réduisant les dépenses dans le secteur social en matière de santé, d'éducation et de services publics.³⁶ L'austérité ne manquera pas de ralentir la relance, d'en faire baisser la qualité et d'ébranler la résilience aux chocs futurs, ce qui aura de graves conséquences pour l'ODD 8 et le développement durable.

Il est donc désormais crucial que les décideurs politiques donnent la priorité aux stratégies et politiques à long terme, comme celles identifiées par le FMI : « renforcer la protection sociale en assouplissant les conditions d'admissibilité à l'assurance chômage de façon à inclure les travailleurs indépendants et les travailleurs de l'économie informelle, consacrer des moyens suffisants aux soins de santé, aux programmes de développement de la petite enfance, à l'éducation et à la formation professionnelle, et investir dans les infrastructures vertes pour accélérer la transition vers une économie moins tributaire du carbone ». ³⁷

³⁶ Situation et perspectives de l'économie mondiale 2021 https://www.un.org/development/desa/dpad/wp-content/uploads/sites/45/WESP_2021_Executive-Summary_E.pdf.

³⁷ FMI, Perspectives de l'économie mondiale pour 2021, avril <https://www.imf.org/en/Publications/WEO/Issues/23/03/2021/world-economic-outlook-april2021->

RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE GÉNÉRALE

Étant donné les interconnexions - nombreuses et significatives - entre l'ODD 8 et d'autres objectifs décrits ci-dessus, l'impact négatif de la crise sur la mise en œuvre de l'ODD 8 impliquera un défi majeur pour l'ensemble du Programme 2030. Les recommandations de politique générale ci-après ont pour but de proposer une vision qui allie les mesures de relance urgentes et à long terme, assure la résilience, promeut le bien-être social et soutient les modalités de gouvernance visant à réduire les déséquilibres et les inégalités.

L'ODD 8 comme moteur de la relance et de la résilience :

- **Des emplois justes et respectueux du climat qui s'accompagnent d'une transition juste – séparer croissance du PIB et dégradation de l'environnement**
- **Une plus grande protection sociale universelle**
- **Faire respecter l'égalité et lutter contre la vulnérabilité**
- **Financer la relance et la résilience**
- **Gouvernance inclusive et dialogue social**

DES EMPLOIS JUSTES ET RESPECTUEUX DU CLIMAT QUI S'ACCOMPAGNENT D'UNE TRANSITION JUSTE – SÉPARER CROISSANCE DU PIB ET DÉGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT



La pandémie a détruit plus de 250 millions d'emplois dans le monde et poussé 1,6 milliard de travailleurs informels dans une situation désespérée. Nous devons créer 575 millions d'emplois pour atteindre le plein emploi et officialiser au moins un milliard d'emplois.
Sharan Burrow.

L'[accord du centenaire de l'OIT](#) jouera un rôle essentiel dans la réparation du marché du travail, actuellement brisé, où le désespoir dû au travail informel et instable domine. Les stratégies de création d'emplois devraient placer l'ODD 8 au premier plan et s'accompagner de mesures d'officialisation de l'économie informelle, conformément à la Recommandation 204 de l'OIT. Ces stratégies devraient aussi assurer l'application des **socles de protection du travail** qui garantissent le respect des droits fondamentaux des travailleurs, l'application d'un salaire minimum, un temps de travail limité et la santé et la sécurité sur le lieu de travail.

Les données du FMI prouvent le potentiel de création d'emplois d'un million de dollars d'investissement supplémentaire dans différents

secteurs de l'infrastructure. Accroître les **investissements publics** peut avoir un impact considérable sur la création d'emplois et les taux d'emploi généraux, en particulier quand les investissements publics se concentrent sur les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre tels que l'infrastructure et les soins de santé.

Investir dans l'**infrastructure verte**, les énergies renouvelables et les mesures en faveur de l'efficacité énergétique permettra de créer des millions d'emplois. L'Agence internationale pour les énergies renouvelables (RENA) a estimé que le secteur des énergies renouvelables pourrait employer plus de 40 millions de personnes d'ici 2050 et que l'emploi total dans le secteur de l'énergie pourrait atteindre 10 millions d'ici 2050, par rapport à environ 58 millions actuellement, si le potentiel des énergies renouvelables était pleinement exploité.

La transition vers des **pratiques plus vertes et plus durables** pourrait aussi mener à la création de 200 millions d'emplois d'ici 2050.³⁸ Le secteur agricole représente déjà environ un milliard d'emplois dans le monde, et environ 3 % du PIB mondial. Selon les prévisions, la production alimentaire devra augmenter de 70 % pour pouvoir nourrir la population mondiale estimée en 2050, ce qui souligne le potentiel de croissance future du secteur ainsi que l'importance qu'il y a à améliorer l'efficacité et la productivité. Les gouvernements devraient mettre en place d'urgence des plans nationaux pour

³⁸ Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, [Green Jobs for a Revitalized Food and Agriculture Sector, 2011](#)

une création d'emploi respectueuse du climat et des **mesures de transition juste** pour soutenir les travailleurs dans le processus de transformation industrielle. Ces mesures de transition juste - négociées avec les partenaires sociaux, concernant à la fois la transition climatique et technologie et ancrées dans la protection sociale, l'éducation, la formation et le développement des compétences - permettront de s'assurer que personne n'est laissé pour compte.

L'OIT a estimé que dépenser 3,5 % du PIB supplémentaires dans le **secteur des soins** permettrait de créer 269 millions d'emplois supplémentaires d'ici 2030 (par rapport à 2015). L'analyse de la CSI a également indiqué que, si 2 % du PIB étaient investis en plus dans le secteur des soins de santé dans les pays en développement, cela engendrerait une croissance du taux d'emploi général de 1,2 % à 3,2 % en fonction du pays.³⁹

TRANSITION JUSTE

Le gouvernement espagnol a adopté une loi sur le climat qui définit une stratégie pour la transition juste complète de manière participative. En mars 2021, les partenaires sociaux sont parvenus à un « Accord pour la transition juste des centrales à charbon : emplois, industrie et territoires » qui sert de base aux accords régionaux.

ÉLÉMENTS ESSENTIELS DES PLANS DE CRÉATION D'EMPLOIS

- ✓ Une **politique industrielle renforcée** pour soutenir les industries intérieures **et les investissements publics**, en particulier dans les secteurs respectueux de l'environnement et ceux qui profitent directement aux populations (par ex. le développement de l'infrastructure et les soins de santé).
- ✓ Une **création d'emplois directe**, y compris des emplois dans le secteur public et des programmes de travaux publics.
- ✓ La **promotion du travail décent**, par le biais de réglementations, d'incitants et de modes d'approvisionnement.
- ✓ La **formalisation de l'économie informelle** par le biais de mesures incitatives et de renforcement.
- ✓ Des **investissements dans la formation et le développement des compétences** afin de soutenir les travailleurs quand ils s'adaptent à leur nouvel emploi.
- ✓ La **pleine participation des syndicats** à l'élaboration des plans de création d'emplois.

ÉLÉMENTS QUI N'ONT PAS À FIGURER DANS LES PLANS DE CRÉATION D'EMPLOIS

- X **Utilisation des salaires peu élevés et des normes de travail peu strictes comme moyen d'attirer les investissements directs étrangers.**
- X **Dérégulation et affaiblissement des droits des travailleurs**, y compris de la législation en matière de protection de l'emploi.
- X **Réduction des coûts de la main-d'œuvre**, en particulier des salaires et des contributions de sécurité sociale.
- X **Fragilisation des négociations collectives**, y compris les exceptions accordées par rapport aux accords issus des négociations collectives et la décentralisation des négociations.
- X Octroi de **réductions fiscales/subventions inconditionnelles** aux entreprises sans conditions de maintien/de création d'emploi.

Source: CSI, à paraître

³⁹ Confédération syndicale internationale, *Investir dans l'économie des soins - Simulation des effets sur l'emploi par sexe dans des pays de l'hémisphère sud, 2017*

UNE PLUS GRANDE PROTECTION SOCIALE UNIVERSELLE

Les gouvernements devraient s'efforcer d'**étendre les systèmes et socles de protection sociale**, conformément à la Recommandation 202 de l'OIT sur les socles de protection sociale et la Convention 102 concernant la sécurité sociale. La protection sociale universelle devrait assurer à toutes et à tous l'accès aux garanties de base en matière de sécurité sociale.

Les systèmes de protection sociale ont contribué à limiter les effets de la pandémie dans de nombreux pays, en garantissant l'accès aux soins de santé et en soutenant la sécurité de l'emploi et des revenus. Placer la protection sociale au cœur des mesures gouvernementales prises en réaction à la crise accroîtra la résilience et stabilisera la situation au plan économique et social en vue de favoriser une plus forte relance. Lorsque les dépenses sociales augmentent, les taux de pauvreté et les inégalités se réduisent invariablement, l'emploi croît (particulièrement l'emploi des femmes), la productivité aussi, les recettes fiscales augmentent en raison de la participation accrue et de meilleure qualité de la main-d'œuvre et le PIB est plus élevé.⁴⁰ En résumé, la protection sociale doit être reconnue comme facteur essentiel du développement économique et social et constitue un investissement dans des économies solides et inclusives.

Si ces options sont possibles dans de nombreux pays, où la volonté politique semble être le réel facteur déterminant, ce n'est pas le cas dans les pays les plus pauvres. Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté a formulé une proposition en faveur de la création d'un **fonds mondial pour la protection sociale** qui est essentielle pour garantir la mise en œuvre des socles de protection sociale en la matière.⁴¹

Les gouvernements donateurs doivent atteindre et dépasser l'objectif de 0,7 % relatif à l'aide publique au développement (APD) et ainsi accroître les niveaux d'APD consacrées à la protection sociale (actuellement 0,69 % des APD bilatérales). Environ 78 milliards de dollars par an seraient nécessaires pour financer les socles de protection sociale dans les pays à plus faible revenu. Ce montant représente une fraction du pourcentage du PIB mondial, mais représente environ 16 % du PIB total de ces pays, une charge financière insurmontable. Des mécanismes internationaux, tels que le fonds mondial pour la protection sociale,⁴² pourraient aider à catalyser ces financements à destination des pays à faible revenu.

⁴⁰ Confédération syndicale internationale, [Un nouveau contrat social : un rapport de la CSI avance des arguments économiques en faveur de la protection sociale](#), 2021

⁴¹ Olivier de Schutter, [Fonds mondial pour la protection sociale : la solidarité internationale au service de l'élimination de la pauvreté](#), 2021

⁴² Confédération syndicale internationale, [Un fonds mondial pour la protection sociale est possible](#), Dossier de campagne, 2020

FAIRE RESPECTER L'ÉGALITÉ ET LUTTER CONTRE LA VULNÉRABILITÉ

Une attention particulière doit être consacrée à l'adoption de mesures visant à relancer l'accès au marché du travail et la participation économique égalitaire des femmes et des jeunes. Comme indiqué ci-dessus, les femmes et les jeunes sont parmi les plus touchés par la crise puisqu'ils sont davantage exposés à l'emploi informel, à la sous-évaluation de leur travail, à la ségrégation professionnelle et à la demande de soins.

Par exemple, les femmes représentent la majorité des gens de maison (et sont souvent des travailleuses migrantes), de 58,2 % en Asie-Pacifique et 69,7 % en Afrique à 86 % en Europe et en Asie centrale et 88,5 % aux Amériques.⁴³ En outre, la répartition inégale de la demande croissante de soins touche les femmes de manière disproportionnée. Plus les pertes d'emploi ont été importantes lors du confinement et plus les emplois se sont faits rares après la crise du COVID-19, plus l'emploi des femmes aura du mal à se rétablir.⁴⁴

BUDGÉTISER POUR L'ÉGALITÉ HOMMES-FEMMES

Le gouvernement canadien a adopté des politiques économiques progressistes dans le cadre fiscal, telles que les mesures pour « l'apprentissage et la garde universels de haute qualité des jeunes enfants » qui visent à créer de l'emploi et à accroître la participation des femmes sur le marché du travail, ainsi que les mesures visant à étendre le soutien apporté aux travailleurs à bas salaires (dont les femmes constituent la majorité) pour les sortir de la pauvreté.

Investir dans le secteur des soins est une priorité pour réaliser la volonté de voir les femmes participer davantage à la main-d'œuvre et accéder à des emplois décents. Investir dans des soins publics de qualité et la protection sociale, promouvoir l'égalité salariale à travail de valeur égale **et introduire un salaire minimum vital avec des négociations collectives renforcées restent les conditions préalables à l'égalité entre hommes et femmes. L'élimination des violences sexistes** dans le monde du travail constitue aussi un point clé à cet égard.

⁴³ Organisation internationale du travail, [Observatoire de l'OIT : le COVID-19 et le monde du travail](#), Cinquième édition, 2020

⁴⁴ Idem.

La voie à suivre est la suivante : légiférer sur le principe de l'OIT « à travail de valeur égale, salaire égal », en assurer le suivi et le faire respecter, et ratifier la Convention 190 de l'OIT visant à éradiquer la violence au travail. Une attention particulière devrait être portée aux travailleurs et travailleuses LGBTI+.⁴⁵

La directive de l'Union européenne concernant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants en est certainement un très bon exemple,⁴⁶ ainsi que la récente proposition de la Commission européenne concernant la transparence des rémunérations visant à garantir l'égalité de rémunération pour un même travail.⁴⁷

Investir dans **l'éducation, la formation professionnelle et la formation tout au long de la vie** est aussi essentiel à l'intégration des **jeunes sur le marché du travail**. En raison des évolutions technologiques, favorisées récemment par la pandémie, le nombre d'offres d'emploi de débutant (qui conviennent le mieux à des travailleurs qui commencent leur carrière) publiées aux États-Unis a baissé de 68 %.⁴⁸ Cela signifie que

ces emplois n'existent plus (puisque les entreprises réduisent le nombre de postes de bas niveau) et qu'« il sera attendu des diplômés d'aujourd'hui qu'ils arrivent sur le marché du travail avec une série de compétences fortement demandées qu'ils auraient normalement développées au cours des premières années de leur carrière ».⁴⁹ En conséquence, les parcours d'enseignement doivent être adaptés pour équiper les jeunes correctement afin qu'ils obtiennent un emploi.

En général, parmi les « travailleurs qui devraient rester à leur poste pendant les cinq prochaines années, près de la moitié d'entre eux auront besoin d'être à nouveau formés pour leurs compétences de base ».⁵⁰ Les transformations du marché du travail exercent une forte pression sur les travailleurs pour qu'ils développent et adaptent leurs compétences aux nouvelles réalités : les gouvernements et les employeurs ont le devoir de leur proposer des parcours de formation tout au long de la vie afin que davantage de jeunes puissent trouver un emploi et que les travailleurs déplacés soient protégés lors du passage d'un emploi à un autre.

⁴⁵ Les travailleurs et travailleuses LGBTI+ sont particulièrement exposés au harcèlement sexuel au travail, surtout dans les pays où les droits des personnes LGBTI+ ne sont pas reconnus par une loi nationale. Voir le rapport de la CSI [Déclaration du groupement Global Unions : Les droits LGBTI sont une question syndicale et les Principes et droits fondamentaux au travail : Défis et perspectives de l'OIT](#), 2017.

⁴⁶ [Directive \(UE\) 2019/1158 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants](#), 2019

⁴⁷ Cette proposition établit des mesures de transparence des rémunérations, telles que la mise à disposition d'informations sur les salaires pour les demandeurs d'emploi, le droit à connaître les niveaux de salaire des travailleurs qui effectuent le même travail, ainsi que des obligations d'information, pour les sociétés, au sujet de l'écart salarial entre hommes et femmes. Cette proposition renforce également les outils à disposition des travailleurs pour réclamer le respect de leurs droits et facilite l'accès à la justice. Les employeurs auront l'interdiction de demander aux demandeurs d'emploi leur historique salarial et l'obligation de fournir des données salariales anonymisées à tout employé qui en fait la demande. Les employés auront aussi le droit à une compensation en cas de discrimination salariale. Voir la [proposition de la Commission européenne pour des mesures contraignantes en matière de transparence des rémunérations](#), 2021

⁴⁸ Forum économique mondial, [Is the entry-level job going extinct?](#), 2021

⁴⁹ Idem.

⁵⁰ Saadia Zahidi, [The Jobs of Tomorrow](#), blog du FMI, 2021

FINANCER LA RELANCE ET LA RÉSILIENCE⁵¹

La capacité à investir sera au premier plan pour réaliser les plans de création d'emplois. Les mesures de relance et de résilience doivent être financées par un allègement, une restructuration et des annulations de la dette transparents, et ce également dans les pays à revenu intermédiaire et avec la participation de créanciers privés.⁵² L'Initiative de suspension du service de la dette du G20 (DSSI) devrait être étendue afin d'alléger efficacement le fardeau que représente la dette, et des droits de tirage spéciaux (DTS) plus importants devraient être accordés pour fournir des liquidités sans dette - qui font aujourd'hui cruellement défaut - afin de donner un coup de pouce à de nombreux pays dans le besoin.⁵³

Il sera crucial de réaliser des réformes structurelles, comme la mobilisation des ressources intérieures par le biais de l'impôt progressif, pour atteindre la résilience, mais aussi mettre un terme à l'évasion fiscale et aux flux financiers illicites. Pour ce dernier point, une coopération fiscale internationale sera cruciale, en ce compris la mise en place d'un seuil d'imposition minimal pour toutes les sociétés, d'un impôt sur les milliardaires ou sur la fortune, et d'un impôt sur les transactions financières.

La différence de capacité des pays à réagir à la pandémie de COVID-19 souligne l'importance d'une solidarité internationale accrue par le biais d'APD. Étant donné les injections actuelles de liquidités dans le monde développé, l'APD devrait être accrue pour aider les pays en développement à remettre sur pied les biens publics (tels que la protection sociale et le renforcement des capacités

pour la mise en œuvre du système d'imposition). Nous devons accroître l'APD et atteindre l'objectif de 0,7 % par engagement, et de 0,15 % à 0,20 % du RNB pour les pays les moins avancés.

L'augmentation des financements concessionnels devra faire le gros du travail pour répondre aux besoins futurs liés à la relance et à la résilience : les banques de développement multilatérales, régionales et nationales et les autres institutions de financement du développement ont un rôle important à jouer pour offrir des financements à long terme et anticycliques aux pays en développement. Elles devraient mieux soutenir les besoins du pays au niveau national dans les secteurs stratégiques et intégrer systématiquement l'emploi aux cadres d'évaluation des résultats pour mesurer la qualité et la quantité de la création d'emplois.

Les banques centrales devraient accorder une place plus importante au développement dans leur création et accompagnement du capital et ainsi intégrer d'autres objectifs, y compris en matière d'emploi et de climat, à leurs cadres et leurs mandats.

Afin d'assurer une approche fondée sur les droits, les acteurs du secteur privé et les financements privés devraient se conformer à l'ODD 8 pour que les investissements puissent garantir l'application des normes de l'OIT et être guidés par des principes de conduite responsable des entreprises et de diligence raisonnable en intégrant la qualité d'emploi et la transition juste à leurs mandats et à leurs activités.

⁵¹ Confédération syndicale internationale, [Revendications des syndicats pour le Forum sur le financement du développement des Nations Unies, 2021](#)

⁵² Les syndicats soutiennent la recommandation de l'expert indépendant des Nations Unies sur la dette extérieure et les droits de l'homme qui veut intégrer les obligations en matière de droits de l'homme aux cadres d'analyse de la viabilité de la dette. Voir les [positions de la CSI sur le L20/G20 en Italie 2021](#) et la [Note du Secrétaire général de l'ONU à l'assemblée générale du 5 août 2016](#).

⁵³ Confédération syndicale internationale, [Responding to urgent global needs: IMF Special Drawing Rights, 2020](#)

GOVERNANCE INCLUSIVE ET DIALOGUE SOCIAL

Les syndicats saluent l'appel du Secrétaire général de l'ONU à un **nouveau modèle de gouvernance mondiale** basé sur un **multilatéralisme** ravivé et **inclusif**.

Comme susmentionné, sans coopération internationale, le monde serait dans un bien pire état. Cependant, la relance reste inégale et déséquilibrée, ce qui n'est pas compatible avec le modèle de durabilité que le Programme 2030 cherche à promouvoir.

Garantir l'accès aux vaccins est un impératif moral et la première étape vers la relance économique étant donné les conséquences dévastatrices de la pandémie, particulièrement dans les pays en développement. Les syndicats appellent à un accès universel à des tests gratuits et aux vaccins, à la suppression des obstacles à la propriété intellectuelle et à une augmentation massive de la production de vaccins, de tests et de traitements, en particulier dans les pays en développement.

Il existe toujours un manque important de données comparables entre les pays pour plusieurs dimensions des ODD. Cela concerne aussi l'ODD 8, surtout pour les indicateurs relatifs à l'économie informelle, à la protection sociale, à la santé et la sécurité au travail et le travail des enfants entre autres. Il convient aussi d'améliorer les indicateurs pour mieux décrire les inégalités.

Produire et mesurer des données est une question de choix politique qui affecte directement les mesures

politiques et la gouvernance mondiales. Les gouvernements et institutions internationales doivent faire des efforts plus concrets pour améliorer la disponibilité et la comparabilité des données statistiques (surtout pour les pays moins développés) afin d'assurer des analyses plus complètes, robustes et précises des progrès réalisés.

Établir un partenariat multipartite entre les organisations syndicales et patronales et leurs gouvernements par le biais du dialogue social et du tripartisme sera essentiel pour se remettre durablement de la pandémie. Les mesures de réaction à la crise sont plus durables lorsqu'elles naissent de la participation des partenaires sociaux.⁵⁴ Le dialogue social et les relations sociales sont cruciaux pour élaborer des politiques équitables, assurer un grand degré de transparence et accroître la confiance dans les institutions (responsabilisation).

Cela est vrai non seulement au sein des pays, mais aussi entre les pays. Un nouveau modèle de gouvernance mondiale est nécessaire pour corriger le déséquilibre de pouvoir actuel et la répartition inégale des richesses au niveau international.

Un système multilatéral réellement inclusif où les partenaires sociaux sont impliqués et ont leur mot à dire fera la différence et tracera la voie vers la résilience mondiale.

⁵⁴ Confédération syndicale internationale, [Les Objectifs de développement durable pour la relance et la résilience - Études de cas : Argentine, Chili et Colombie, 2021](#)

RAPPORTS NATIONAUX DES SYNDICATS SUR LES ODD 2021

- ALLEMAGNE
- ARGENTINE
- COLOMBIE
- ESPAGNE
- INDONÉSIE
- MEXIQUE
- NAMIBIE
- NORVÈGE
- PAKISTAN
- SUÈDE
- TCHAD
- THAÏLANDE
- ZIMBABWE

ALLEMAGNE

GERMANY
A TRADE UNION
FOCUS ON THE SDGs

COVID-19: WORKERS NEED SDG-DRIVEN RESPONSES TO THE CRISIS

WORKERS DEMAND A CITY SOCIAL CONTRACT FOR RESILIENCE AND RECOVERY

ARE TRADE UNIONS AT THE TABLE?

TRANSPARENCY **CONSENSATION** **SOCIAL DIALOGUE**

© ILO 2021

ARGENTINE

ARGENTINA
A TRADE UNION
FOCUS ON THE SDGs

COVID-19: WORKERS NEED SDG-DRIVEN RESPONSES TO THE CRISIS

WORKERS DEMAND A CITY SOCIAL CONTRACT FOR RESILIENCE AND RECOVERY

ARE TRADE UNIONS AT THE TABLE?

TRANSPARENCY **CONSENSATION** **SOCIAL DIALOGUE**

© ILO 2021

COLOMBIE

COLOMBIA
A TRADE UNION
FOCUS ON THE SDGs

COVID-19: WORKERS NEED SDG-DRIVEN RESPONSES TO THE CRISIS

WORKERS DEMAND A CITY SOCIAL CONTRACT FOR RESILIENCE AND RECOVERY

ARE TRADE UNIONS AT THE TABLE?

TRANSPARENCY **CONSENSATION** **SOCIAL DIALOGUE**

© ILO 2021

ESPAGNE

SPAIN
A TRADE UNION
FOCUS ON THE SDGs

COVID-19: WORKERS NEED SDG-DRIVEN RESPONSES TO THE CRISIS

WORKERS DEMAND A CITY SOCIAL CONTRACT FOR RESILIENCE AND RECOVERY

ARE TRADE UNIONS AT THE TABLE?

TRANSPARENCY **CONSENSATION** **SOCIAL DIALOGUE**

© ILO 2021

INDONÉSIE

INDONESIA
A TRADE UNION
FOCUS ON THE SDGs

WORKERS DEMAND A NEW SOCIAL CONTRACT FOR RECOVERY AND RESILIENCE

COVID-19: WORKERS NEED SDG-DRIVEN RESPONSES TO THE CRISIS

ARE TRADE UNIONS AT THE TABLE?

TRANSPARENCY Regular access to financial information

CONSULTATION Involvement in the consultation

SOCIAL DIALOGUE Social partners submit joint contributions to the government's COVID-19 relief plan

Indonesian Federation of Labor Unions (KSP)

MEXIQUE

MEXICO
A TRADE UNION
FOCUS ON THE SDGs

WORKERS DEMAND A NEW SOCIAL CONTRACT FOR RECOVERY AND RESILIENCE

COVID-19: WORKERS NEED SDG-DRIVEN RESPONSES TO THE CRISIS

ARE TRADE UNIONS AT THE TABLE?

TRANSPARENCY Regular access to financial information

CONSULTATION Involvement in the consultation

SOCIAL DIALOGUE Social partners submit joint contributions to the government's COVID-19 relief plan

Confederación Nacional de Organizaciones Populares (CONOP)

NAMIBIE

NAMIBIA
A TRADE UNION
FOCUS ON THE SDGs

WORKERS DEMAND A NEW SOCIAL CONTRACT FOR RECOVERY AND RESILIENCE

COVID-19: WORKERS NEED SDG-DRIVEN RESPONSES TO THE CRISIS

ARE TRADE UNIONS AT THE TABLE?

TRANSPARENCY Regular access to financial information

CONSULTATION Involvement in the consultation

SOCIAL DIALOGUE Social partners submit joint contributions to the government's COVID-19 relief plan

Trade Union Congress of Namibia (TUCON)

NORVÈGE

NORWAY
A TRADE UNION
FOCUS ON THE SDGs

WORKERS DEMAND A NEW SOCIAL CONTRACT FOR RECOVERY AND RESILIENCE

COVID-19: WORKERS NEED SDG-DRIVEN RESPONSES TO THE CRISIS

ARE TRADE UNIONS AT THE TABLE?

TRANSPARENCY Regular access to financial information

CONSULTATION Involvement in the consultation

SOCIAL DIALOGUE Social partners submit joint contributions to the government's COVID-19 relief plan

Unio

PAKISTAN

PAKISTAN
A TRADE UNION
FOCUS ON THE SDGs

WORKERS DEMAND A NEW SOCIAL CONTRACT FOR RECOVERY AND RESILIENCE

COVID-19: WORKERS NEED SDG-DRIVEN RESPONSES TO THE CRISIS

ARE TRADE UNIONS AT THE TABLE?

TRANSPARENCY Regular access to financial information

CONSULTATION Involvement in the consultation

SOCIAL DIALOGUE Social partners submit joint contributions to the government's COVID-19 relief plan

Confederated General Workers Union (CGWU)

SUÈDE

SWEDEN
A TRADE UNION
FOCUS ON THE SDGs

WORKERS DEMAND A NEW SOCIAL CONTRACT FOR RECOVERY AND RESILIENCE

COVID-19: WORKERS NEED SDG-DRIVEN RESPONSES TO THE CRISIS

ARE TRADE UNIONS AT THE TABLE?

TRANSPARENCY Regular access to financial information

CONSULTATION Involvement in the consultation

SOCIAL DIALOGUE Social partners submit joint contributions to the government's COVID-19 relief plan

The Swedish Trade Union Confederation (LO)

TCHAD

CHAD
A TRADE UNION
FOCUS ON THE SDGs

WORKERS DEMAND A NEW SOCIAL CONTRACT FOR RECOVERY AND RESILIENCE

COVID-19: WORKERS NEED SDG-DRIVEN RESPONSES TO THE CRISIS

ARE TRADE UNIONS AT THE TABLE?

TRANSPARENCY Regular access to financial information

CONSULTATION Involvement in the consultation

SOCIAL DIALOGUE Social partners submit joint contributions to the government's COVID-19 relief plan

Union Tchadienne (UT)

THAÏLANDE

THAILAND
A TRADE UNION
FOCUS ON THE SDGs

WORKERS DEMAND A NEW SOCIAL CONTRACT FOR RECOVERY AND RESILIENCE

COVID-19: WORKERS NEED SDG-DRIVEN RESPONSES TO THE CRISIS

ARE TRADE UNIONS AT THE TABLE?

TRANSPARENCY Regular access to financial information

CONSULTATION Involvement in the consultation

SOCIAL DIALOGUE Social partners submit joint contributions to the government's COVID-19 relief plan

Confederated General Workers Union (CGWU)

ZIMBABWE

ZIMBABWE
A TRADE UNION
FOCUS ON THE SDGs

WORKERS DEMAND A NEW SOCIAL CONTRACT FOR RECOVERY AND RESILIENCE

COVID-19: WORKERS NEED SDG-DRIVEN RESPONSES TO THE CRISIS

ARE TRADE UNIONS AT THE TABLE?

TRANSPARENCY Regular access to financial information

CONSULTATION Involvement in the consultation

SOCIAL DIALOGUE Social partners submit joint contributions to the government's COVID-19 relief plan

Trade Union Congress of Zimbabwe (TUCZU)



D/2021/1.962/7

Rédacteur responsable : ITUC • Boulevard du roi Albert II 5, B1 • 1210 Brussels • Belgium • dce@ituc-csi.org



Avec le soutien de
l'Union Européenne



#Timefor8 est une campagne
de la Confédération syndicale
internationale